

Une initiative pour Changer L'Histoire

L'Equateur est l'un des pays qui compte le plus de biodiversité au monde et il se distingue également par la richesse et la variété de ses cultures indigènes. En 1972 ce pays est devenu exportateur de pétrole et depuis, le pétrole a été le principal produit de l'économie nationale. Cependant, les impacts sociaux et environnementaux de l'activité pétrolière ont été significatifs.

Face à la récente confirmation de l'existence de grands gisements de pétrole lourd dans le bloc ITT (Ishpingo-Tambococha-Tiputini), situé dans le Parc National Yasuni qui est considéré comme l'une des réserves de biosphère les plus importantes au monde, le président Rafael Correa a présenté aux Nations Unies la décision de laisser définitivement sous terre le pétrole du bloc ITT si la communauté internationale coopère avec l'Equateur en apportant au moins la moitié des profits que recevrait l'Etat équatorien s'il exploitait le pétrole.

Cette initiative originale propose :

- a) **Une option innovante pour combattre le réchauffement climatique**, en évitant l'exploitation de combustibles fossiles dans les zones de haute sensibilité biologique et culturelle des pays en développement.
- b) **La protection de la biodiversité en Equateur et le soutien à la pérennité des peuples en isolement volontaire des cultures indigènes** non contactés qui vivent dans le Parc Yasuni, (les Tagaeri et Taromenane)
- c) **Le développement social, la conservation de la nature et l'implémentation de sources d'énergies renouvelables**, afin de développer une stratégie destinée à consolider un nouveau modèle de développement égalitaire et durable dans le pays.

L'Equateur s'engage à maintenir indéfiniment inexploitées les réserves de 846 millions de barils de pétrole du bloc ITT, situé dans le Parc National Yasuni. La communauté internationale participe financièrement par le biais du fond fiduciaire administré par le PNUD, avec la participation de l'Etat, de la société civile équatorienne et des contribuables.

Le capital du fond sera investi dans des projets d'énergie renouvelable en Equateur, avec une rentabilité fixe et sûre, profitant de l'énorme potentiel hydroélectrique, géothermique, éolien et solaire du pays, afin de surmonter la dépendance actuelle aux énergies fossiles, qui couvrent 47% de la génération actuelle d'énergie.

Les intérêts de ce fond seront investis par l'Etat avec les objectifs suivant, conformément au Plan National de Développement :

1. La conservation effective et la déforestation évitée des zones protégées de l'Equateur, on en dénombre actuellement 44 dont la superficie dépasse les 4.8 millions d'hectares. La surface totale protégée recouvre 19% du territoire équatorien, l'un des pourcentages les plus élevés au monde. La conservation adéquate du Parc Yasuni permettrait aussi que les peuples Tagaeri et Taromenane poursuivent leur isolement volontaire.
2. La reforestation, afforestation, régénération naturelle et le maintien adéquat d'un million d'hectare de forêts menacées par la dégradation gérés par des petits propriétaires, et une réduction substantielle du taux de déforestation, qui est l'un des plus hauts d'Amérique Latine.
3. L'Augmentation de l'efficience énergétique nationale et l'économie d'énergie
4. Le développement social de zones d'influence des projets de l'Initiative, par le développement de programmes incluant l'éducation, la santé, la capacitation, l'assistance technique et la génération d'emplois productifs dans les activités durables telles que l'éco-tourisme et l'agro forêt.
5. La recherche et le développement en science et technologie, énergie renouvelable, développement durable et conservation.

Le fond Yasuni-ITT stimulera la transition du modèle de développement actuel, basé sur l'extraction de pétrole, à une nouvelle stratégie équitable et durable.

Les contributions au fond de coopération internationale pour le maintien sous terres des réserves du bloc ITT proviendront de deux principales sources : donations volontaires et transactions sur le marché de carbone.

Les contributions volontaires peuvent provenir de :

a) Gouvernements de pays amis et organismes Internationaux multilatéraux

a) Apports provenant de ventes aux enchères de permis d'émissions ou de la taxe carbone.

b) Echange de dette pour conservation

c) Autres contribution

d) Projets spécifiques concernant les sources renouvelables d'énergie, la déforestation évitée, la conservation et le développement social

e) Contributions d'organisations de la société civile

- f) Contributions d'entreprises à responsabilité sociale et environnementale**
- g) Contribution des citoyens de toute la planète, y compris d'Equateur**

D'autres apports peuvent provenir de la vente de crédits de carbone pour émissions évitées, qui ne sont pas encore reconnues sur le marché du carbone et qui requièrent un accord politique qui reconnaisse l'initiative comme un projet pilote.

Les Certificats de Garantie Yasuni CGY ne s'ajouteront pas au total des permis d'émission en vigueur. De cette façon ces certificats n'augmenteront pas le total d'émissions permises. Cette option a été proposée seulement pour L'Amérique du Nord, dans le cas où les Etats-Unis ou le Canada établiraient des limites d'émissions de gaz à effet de serre, et émettent des permis d'émission TRANSABLES sur le marché.

Todas estas contribuciones se recibirán a cambio de la garantía del Estado ecuatoriano para mantener indefinidamente las reservas petroleras del Campo ITT bajo tierra. El Estado emitirá certificados de garantía por el valor nominal de las compensaciones (CGY) hasta alcanzar el monto de las 407 millones de toneladas de dióxido de carbono no emitidas. El respaldo real de la garantía será el monto de las inversiones realizadas con el fondo de capital.

Toutes ces contributions seront reçues en échange de la garantie de l'Etat équatorien de maintenir indéfiniment sous terre les réserves pétrolières du Bloc ITT. L'Etat émettra des certificats de garantie de valeur nominale des compensations CGY jusqu'à atteindre le montant des 407 millions de tonnes de dioxyde de carbone non émises. Le soutien réel de la garantie sera le montant des investissements réalisés avec le fond de capital.

Les utilités de l'Etat recevrait s'il exploitait le pétrole atteindraient une valeur de 7250 millions de dollars, au prix référentiel de 76.38 dollars par baril WTI, le 14 septembre 2010. L'émission évitée de 407 millions de tonnes de CO₂, qui seraient générés par la combustion de pétrole du bloc ITT, équivaut à 8.067 millions de dollars, conformément aux prix en vigueur sur le marché ETS européen (19.81 dollars par tonne de CO₂-eq des EUA, ??, au 14 septembre 2010) . Sa valeur actuelle atteint les 5.370 millions de dollars.

L'Equateur propose aux pays sympathisants de l'initiative Yasuní –ITT d'apporter leur contribution en participant au fond administré internationalement par les Nations Unies.

L'initiative Yasuni –ITT lance un nouveau mécanisme afin d'éviter les émissions de gaz à effet de serre GES en comptant sur la participation des pays en développement, en maintenant définitivement inexploités les réserves de combustibles fossiles dans les zones sensibles en matière d'environnement ou de culture.

Les pays qui peuvent intégrer ce nouveau mécanisme doivent remplir les conditions suivantes:

1. Faire partie des pays en voie de développement
2. Appartenir aux pays mégadivers situés entre le tropique du Cancer et du Capricorne, où sont concentrées les forêts tropicales. Ces pays contiennent la majeure partie de la biodiversité de notre planète.
3. Posséder d'importantes réserves de combustibles fossiles dans des zones de haute sensibilité biologique ou culturelle.

Font partie des pays qui rassemblent simultanément ces conditions le Brésil, la Colombie, Le Costa Rica, La République Démocratique de Congo, L'Equateur, L'Inde, L'Indonésie, Le Nigéria, Madagascar, La Malaisie, La Nouvelle Guinée, Le Pérou, La Bolivie, Les Philippines et le Venezuela.

Face aux limitations de l'actuel Protocole de Kyoto, L'Equateur propose cette alternative innovante pour permettre la participation active des pays en développement à la mitigation du changement climatique, en protégeant la biodiversité, les droits des peuples indigènes et en promouvant un nouveau modèle de développement humain, équitable et durable.

Le projet a reçu le soutien formel de plusieurs personnalités de renom international comme Muhammad Yunus, Desmond Tutu, Jody Williams et Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix, Rita Levi Montalcini, prix Nobel de médecine, les ex-presidents Mijail Gorbatchov (ex-URSS), Felipe González (Espagne), Fernando Henrique Cardoso (Brésil), Ricardo Lagos (Chili), le prince Charles, Danielle Miterrand, présidente de la Fondation France Libertés, entre autres. De plus, l'initiative a reçu le soutien formel du parlement allemand, avec l'appui unanime des partis politiques représentés, ainsi que celui de l'Union Européenne, et des organismes internationaux comme l'OPEP (L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), La Can (Communauté Andine des Nations), la CAF (Corporation Andine de Fomento), L'OEA (Organisation des Etats Américains), de nombreuses organisations internationales comme la UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), et des plusieurs organisations indigènes et de groupes écologistes d'Equateur. Le Chili est devenu le premier pays au monde à soutenir financièrement l'initiative, avec sa contribution déposée le 13 septembre 2010 ;

L'INITIATIVE YASUNÍ-ITT

22 avril 2009. Journée de la Terre. Quatre gigantesques marionnettes parcourent les rues du centre de Londres pour nous rappeler quels sont les nouveaux cavaliers de l'Apocalypse: la rouge représente la guerre; la verte, le changement climatique; la blanche, "les crimes de l'argent"; et, la noire, la pauvreté.¹

Chaque cavalier est plus dramatique que l'autre, celui du changement climatique représente-peut-être parce qu'il est celui qui fini par mener les trois autres-celui qui suppose le plus grand défi mondial pour les générations d'aujourd'hui qui subissent déjà ses premiers effets et qui par leur passivité peuvent devenir les responsables des impacts qu'il y aura dans le futur.

La hausse des températures, la montée des eaux et la fréquence tout comme l'intensité de phénomènes extrêmes comme les inondations, les sécheresses et les ouragans, qui ont déjà commencé, auront des effets dramatiques dans toute la planète. Et, une fois de plus, nous, les pays en voie de développement nous serons les plus affectés.²

Au fur et à mesure que le monde se réchauffe, des centaines de millions de personnes verront comment les éléments constitutifs de la vie se verront affectés : l'accès à l'eau, les denrées alimentaires, la santé et l'environnement.

Pour nous, il est encore temps de freiner le galop de ce cavalier, si dès maintenant nous nous unissons pour entreprendre des mesures décisives et contondantes.

L'Équateur se trouve parmi les pays à grande vulnérabilité au changement climatique. On prévoit parmi les effets les plus sévères, la disparition virtuelle des glaciers andins, l'intensification du phénomène appelé El Niño et la transformation de l'Amazonie en savane.³

L'INITIATIVE YASUNÍ-ITT: UNE PROPOSITION CRÉATIVE, HOLISTIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE

En 1972, l'Équateur s'est converti en pays exportateur de pétrole et dès lors ce produit est devenu l'axe principal de son économie. Mais les impacts sociaux et environnementaux de l'activité pétrolière ont été significatifs.

Outre le réchauffement global, la Planète est soumise à une autre menace environnementale, celle de la perte de biodiversité. L'Équateur est un des 19 pays méga-divers du monde et il se caractérise aussi par la richesse et la variété de ses cultures indigènes.

L'initiative Yasuní-ITT est une proposition holistique et révolutionnaire parce qu'en plus d'attaquer les deux grands problèmes cités précédemment dans leur réelle origine-l'utilisation du carbone comme source d'énergie- elle aspire aussi pouvoir combattre la pauvreté et l'inégalité dans le pays. De même, elle représente une

¹ En Paz y Miño, César. Journal El Telégrafo. 26 avril 2009.

² UNDP (2008). *Human Development Report*. <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/>

³ Stern, Nicholas (2007). *Le Rapport Stern. La vérité sur le changement climatique*. Barcelone, Paidós.

opportunité pour les pays producteurs de pétrole moins avancés, comme l'Équateur, de pouvoir sortir d'un modèle d'économie extractive et de chercher des opportunités de développement dignes de part une gestion durable de ses ressources naturelles.

L'initiative

- Elle lutte contre le réchauffement global en empêchant que les réserves de carbone arrivent à contaminer l'atmosphère. Il s'agit de ne pas utiliser cette ressource et de laisser le pétrole et le gaz éternellement sous terre, et en ce qui concerne les forêts, garantir leur conservation comme de grands réservoirs de carbone. Les programmes massifs de reforestation, boisement et récupération naturelle des forêts permettent d'absorber le CO₂ de l'atmosphère.

D'un autre côté, la réduction du pétrole dans la génération énergétique et la production industrielle et son remplacement par des énergies *propres* pour l'industrie et la consommation des foyers, réduit aussi les émissions de CO₂. Ainsi, l'Équateur peut avancer vers un processus alternatif de développement équitable et durable.

- Elle combat la perte de biodiversité, parce qu'elle garantit la protection et la gestion durable de 38% du territoire équatorien qui conserve la plus grande biodiversité de la Planète. De plus, elle assure la survie des deux derniers peuples qui vivent en isolement volontaire en Équateur-les Taronenane et les Tagaeri-.
- Elle combat la pauvreté et l'inégalité puisqu'elle priorise l'investissement dans l'éducation, la formation, la santé, le développement de technologies durables et des activités économiques non extractives qui favorisent les secteurs les plus défavorisés et marginaux dans les domaines d'influence des projets.

Finalement, nous pouvons dire qu'il s'agit d'une initiative qui est à la recherche de trois objectifs simultanés et complémentaires : mitiger les émissions de CO₂, protéger la biodiversité et réduire la pauvreté en Équateur. Ces objectifs coïncident avec les ODM's (les Objectifs de développement du millénaire) et ils les renforcent.

Pour la rendre viable, l'État équatorien assumera initialement jusqu'à 50% du coût d'opportunité de l'utilisation du pétrole.

L'EFFET DE SERRE

La lumière solaire qui pénètre sur terre-surmontant l'effet albédo que provoque l'atmosphère-se transforme en énergie calorifique qui permet une hausse de la température de -22°C à $+14^{\circ}\text{C}$, la température moyenne de la Terre.

Cette chaleur est retenue dans l'atmosphère grâce à 6 gaz à effet de serre (la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone, le méthane, les oxydes de nitrogène, l'ozone et les chlorofluocarbones-CFC-). Ceux-ci agissent comme des vitres dans une serre : ils permettent que l'énergie solaire passe sous forme de lumière. Celle-ci en contact avec la superficie se transforme en chaleur qui ne peut plus s'échapper parce que ces gaz l'en empêchent. Grâce à ce principe de physique la vie a fleuri sur la planète.

Il y a 200 ans, quand la révolution industrielle a eu lieu, les activités humaines utilisaient le charbon minéral, le bois, le gaz et le pétrole comme sources d'énergie. Chaque fois plus de ces éléments sont brûlés et produisent des émissions de CO_2 qui s'accumulent dans l'atmosphère. C'est ainsi que depuis 1900 jusqu'à l'an 2000, la concentration de CO_2 dans l'atmosphère est passée de 270 parties par million (ppm) à 390 ppm. En conséquence, la température moyenne de la planète est passée de $13,6^{\circ}\text{C}$ à $14,4^{\circ}\text{C}$.

La majorité de la concentration de CO_2 dans l'atmosphère se produit aussi par la destruction des forêts qui sont de grandes stockeuses de carbone par l'action de la photosynthèse.

Si l'on continue à utiliser des énergies dépendantes du carbone et on continue à détruire les forêts on continuera à expérimenter des réchauffements additionnels jusqu'à la fin du XXI siècle : d'un minimum de $1,8^{\circ}\text{C}$ à $5,8^{\circ}\text{C}$. Les modèles climatiques indiquent que les activités humaines sont maniables si l'augmentation ne dépasse pas les 2°C . N'importe quel autre indicateur supérieur résulterait dévastateur et catastrophique.

L'ORIGINE DU PROBLÈME: L'UTILISATION DU CHARBON COMME SOURCE D'ÉNERGIE*

La source d'énergie la plus utilisée par l'humanité est la combustion du charbon. Le carbone est l'élément principal de la vie. Tout être vivant possède du carbone dans sa structure biomoléculaire. Cet élément se trouve dans l'atmosphère sous la forme de CO₂, dans les océans comme carbonates et sur terre sous forme de roches carbonatées, charbon, gaz ou pétrole.

Grâce à la photosynthèse, toute la couverture végétale de la planète (les forêts, les prairies, les toundras ou steppes, les *paramos* (étendues désertiques), le phytoplancton) absorbe du CO₂ et incorpore le carbone dans ses tissus en libérant de l'oxygène. Puis, les herbivores consomment des végétaux et le carbone devient un élément de ces organismes qui le renvoient dans l'atmosphère à travers la respiration et au sol sous forme d'excréments ou de décomposition.

Le CO₂ se dissout dans l'eau et c'est pour cela que les plantes marines l'abritent en grandes quantités. Dans le fond des océans, s'accumulent les corps d'organismes marins qui sont morts qui après leur décomposition se transforment en roches carbonatées. De même, les roches carbonatées superficielles vont dans les mers sous l'effet de l'érosion. C'est ainsi que se termine le cycle du carbone.

Les grands réservoirs de carbone et l'impact de l'activité humaine. Les grands réservoirs de carbone sont les suivants : (1) Les océans (66%); (2) Les continents (gaz, pétrole, charbon minéral, les forêts, etc.) (33%); et (3) L'atmosphère (1%);

Les activités humaines sont en train d'augmenter dramatiquement le contenu de carbone dans l'atmosphère parce que celui-ci qui est accumulé tant dans la couverture végétale que dans les réservoirs de pétrole, gaz et charbon, se libère.

* Sevilla, Roque (2009). Conseil Administratif et Directif (CAD) de l'Initiative Yasuní ITT, Quito, Équateur.

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE EN CHIFFRES

Si les tendances actuelles continuent comme telles, le réchauffement climatique pourrait arriver à coûter 20% du Produit Interne Brut Mondial (PIB). Cependant, nous pouvons encore être en mesure de prévenir ses effets les plus sévères. Avec un investissement équivalant à 1% du PIB mondial, on peut limiter la montée des températures de jusqu' à 2°C et maintenir la concentration de Gaz à Effet de Serre (GES) en dessous de 550 parties par million (ppm). Cet effort exige tout du moins un changement substantiel dans l'économie mondiale : diminuer les émissions actuelles de 80% pour arriver au moins à une réduction de 25% jusqu'en 2050 .¹

Même si le Protocole de Kyoto (PK) et d'autres efforts internationaux pour mitiger le changement climatique ont obtenu d'importants résultats, il est clair que ceux-ci sont largement insuffisants face à l'ampleur du défi. Le PK s'était proposé de réduire les émissions globales de GES à 95% de sa valeur en 1990. Malheureusement en 2006 les émissions globales de CO₂ causées par la combustion de sources d'énergie fossile se trouvaient encore à 35% au dessus de celles de 1990 et continuaient à augmenter à un rythme de 3% par an .²

La combustion de sources d'énergie fossile est la principale source d'émissions de GES et elle provient surtout des pays industrialisés (65%). Cependant, la déforestation, qui trouve son origine fondamentalement dans les pays tropicaux, en voie de développement, représente 18% du total.

L'énorme défi global pour retourner ces tendances va au-delà du PK et implique l'action conjointe et coordonnée du monde entier, y compris les pays en voie de développement, qui à l'heure actuelle n'ont pas encore d'engagements inaliénables. "Même si tous les pays riches assumaient l'intégrité de leur part de responsabilité et qu'ils arrivaient à une réduction absolue de GES de jusqu'à 60-80% jusqu'en 2050, ceci ne veut pas dire pour autant que les pays en voie de développement sont exemptés d'entreprendre à leur tour, leur quota de mesures significatives ".³

¹Stern, Nicholas (2007). *Le Rapport Stern. La vérité sur le changement climatique*. Barcelone, Paidós.

²Brown R., Lester (2009). *EcoEconomy Indicators*. <http://www.earth-policy.org/Indicators/>

³Stern. Ob.cit.

UN PETIT PAYS, UNE GRANDE PROPOSITION

Comme le dit Nicholas Stern, "même si tous les pays riches assumaient l'intégrité de leur part de responsabilité et qu'ils arrivaient à une réduction absolue de GES de jusqu'à 60-80% jusqu'en 2050, ceci ne veut pas dire pour autant que les pays en voie de développement sont exemptés d'entreprendre à leur tour, leur quota de mesures significatives".

L'Équateur a entrepris la tâche d'accomplir son quota de responsabilité et d'affronter le défi que cela représente. Face à la confirmation récente de l'existence de grands gisements de pétrole lourd dans le champ pétrolier Yasuní-ITT (Ishpingo-Tambococha-Tiputini), qui contient 20% des réserves pétrolières du pays, le Président de la République, Rafael Correa, en septembre 2007, a présenté aux Nations Unies une décision courageuse, celle de maintenir le brut de l'ITT indéfiniment sous terre, si la communauté internationale-en assumant son quota de co-responsabilité- contribuait avec au moins la moitié des utilités que recevrait l'État en exploitant ces gisements.

À cette occasion, le président avait manifesté : "L'Équateur a présenté une proposition concrète et innovatrice pour contribuer à la réduction des émissions de CO₂ et à la conservation de la biodiversité avec notre projet Yasuní-ITT."⁴

L'initiative propose de cesser d'exploiter 846 millions de barils de réserves de pétrole lourd prouvés⁵ et ainsi éviter l'émission de 407 millions de tonnes métriques de CO₂ provenant de la combustion de sources d'énergie fossile.

"Ceci représenterait un exemple extraordinaire de l'action collective mondiale –avait exprimé le président Correa -, car il permettrait non seulement de limiter le réchauffement global pour le bénéfice de tous, mais aussi d'inaugurer une nouvelle logique économique pour le XXI siècle où l'on puisse compenser la génération de valeur et non pas seulement celle des marchandises."

DONNER POUR RECEVOIR...

Par réciprocité à l'égard de la décision équatorienne de maintenir indéfiniment le pétrole du champ Yasuní-ITT sous terre, on recevra des apports internationaux qui formeront un fond de capital qui sera administré par un fidéicomis international avec la participation des principaux bayeurs.

Le capital du fond s'investira particulièrement dans des actions prioritaires de rente fixe pour l'expansion de la génération renouvelable d'énergie en Équateur en profitant de l'énorme potentiel hydroélectrique, géothermique, éolique et solaire du pays, dépassant la dépendance des énergies fossiles qui couvrent approximativement le 47% de la génération actuelle d'énergie. Ce fond permettra à l'État de percevoir des intérêts à perpétuité lesquels seront investis dans quatre objectifs fixés selon les préceptes du Plan National de développement.⁶ :

⁴ Correa, Rafael. Discours prononcé lors du Forum des Présidents sur le Changement Climatique des Nations Unies. New York, 22 Septembre 2007 (www3.presidencia.gov.ec, 2009).

⁵ La densité du brut de l'ITT est de 14.7° API (*American Petroleum Institute*).

⁶ SENPLADES (2007). *Plan National de Développement 2007-2010*. Quito.

1. La conservation effective, le fait de pouvoir éviter la déforestation de 40 zones protégées-qui représentent 4.8 millions d'hectares-et la gestion adéquate de 5 millions d'hectares de zones naturelles, propriétés des communautés indigènes et afro équatoriennes. La zone protégée atteint un total de 38% du territoire national, le pourcentage le plus élevé du monde. La conservation adéquate du Parc Yasuní permettra aussi que les peuples Tagaeri et Taromenane continuent en isolement volontaire.
2. La régénération naturelle, la reforestation et le boisement d'un million d'hectares de forêts gérés par de petits propriétaires-des sols qui se trouvent actuellement menacés par la dégradation- et la diminution substantielle du taux actuel de déforestation, considéré comme un des plus élevé d'Amérique du Sud.
3. L'augmentation de l'efficacité énergétique nationale et l'épargne d'énergie.
4. Le développement social des zones d'influence des trois objectifs précédents, moyennant des programmes d'éducation, de santé, de formation, d'assistance technique et la génération d'emploi productif dans des activités durables comme l'écotourisme et l'agroforesterie.

Autrement dit, le fond de capital Yasuní-ITT génère de nouveaux mécanismes de réduction et captation des émissions grâce aux investissements qui cherchent à éviter la déforestation, la reforestation, le développement de sources d'énergie renouvelables et l'augmentation de l'efficacité énergétique du pays. Certaines de ces réductions, comme le développement de sources d'énergie alternatives, ont leur place dans les actuels Mécanismes de Développement Propre- (MDP) et les autres, comme celle d'éviter la déforestation (REDD), sont en processus d'acceptation dans le cadre de discussions post-Kyoto.

Les émissions de CO₂ évitées par la conservation du pétrole sous terre atteignent 407 millions de tonnes. Les projets additionnels financés par le capital du fond peuvent mitiger plus de 820 millions de tonnes dans les 30 prochaines années, en évitant la déforestation, en reforestant et en changeant la production et la demande d'énergie en Équateur, en triplant l'effet initiale.⁷

⁷ Silvestrum. *Analysis of the IYY-Yasuni Initiative vis-a-vis Carbon Markets*. Semi final version. 2009.

LA BIODIVERSITÉ DU PARC NATIONAL YASUNÍ

Le Parc National Yasuní est considéré comme l'un des lieux qui a la plus grande biodiversité de la Planète. Il fut créé en 1979 et a été déclaré par l'UNESCO comme Réserve Mondiale de la Biosphère en 1989. Il se situe dans le bassin du haut Napo dans l'Amazonie occidentale et a une superficie de 982.000ha. Sa localisation stratégique, proche de la ligne équinoxiale et à la cordillère des Andes, lui attribue des conditions climatiques uniques pour l'Amazonie, avec une température et une humidité relativement uniformes et élevées.

Les scientifiques sont d'accord sur la valeur unique du Parc, pour son extraordinaire biodiversité, son état de conservation et son patrimoine culturel. Comptant 2.274 espèces d'arbres et d'arbustes, le parc abrite dans un seul hectare 655 espèces: plus de la totalité des espèces endémiques d'arbres des États Unis et du Canada. Les derniers rapports confirment l'existence de 593 espèces d'oiseaux, ce qui le converti dans un des endroits les plus divers au monde. Il existe aussi 80 espèces de chauve-souris, 150 espèces d'amphibiens et 121 espèces de reptiles, ainsi que 4000 espèces de plantes vasculaires pour 1'000.000 ha. Le nombre d'insectes estimé est de 100.000 espèces par hectare, la plus grande de la Planète. Parmi toutes ces espèces il existe un haut degré d'endémisme.

Le parc concentre les densités maximales d'espèces d'amphibiens, de mammifères, d'oiseaux et de plantes en Amazonie. De plus, la hausse des températures prévue à cause du réchauffement climatique sera comparativement modérée, lui accordant une importance stratégique pour la conservation future des espèces. La valeur unique du Parc s'explique pour les raisons suivantes: la stabilité de son climat, les précipitations abondantes et la température élevée et régulière dans différentes saisons. La diversité de ses sols génère différents écosystèmes dans les terres fermes et inondables. On a aussi fait mention que son territoire fut un refuge du Pléistocène. Lors de cette période géologique les glaciations ont refroidi le climat planétaire, en convertissant la majeure partie de l'Amazonie dans une prairie. Les espèces se sont concentrées dans peu d'endroits-"les refuges du Pléistocène"- ou la jungle s'est maintenue, comme dans le Yasuní, en produisant le processus de spéciation ou d'évolution différenciée de nouvelles espèces. Le Pléistocène s'est initié il y a 1.8 millions d'années et s'est terminé il y a 10.000 ans.

Le Parc National Yasuní est en plus le foyer de deux groupes indigènes qui ont choisi l'isolement volontaire vis-à-vis de la culture occidentale : les Tagaeri et les Taromenane, appartenant à la culture Waorani.

L'exceptionnelle et unique richesse du parc se trouve actuellement menacée par des problèmes comme l'activité pétrolière, la déforestation accélérée dont a souffert l'Amazonie équatorienne et la construction de routes.

Sources: Scientists Concerned for Yasuní National Park, letter to the President of Ecuador, November 25, 2004; Bass M, Finer M, Jenkins C, et al.(2009), *Global Conservation Significance of Ecuador's Yasuní National Park*. Submitted to PLoS ONE; Horn, Carina (2006) "The Birth of the Mighty Amazon" en *Scientific American*, May, p. 40-45.

LES PEUPLES INDIGÈNES DU PARC NATIONAL YASUNÍ

Dans le Parc National Yasuní vivent divers groupes indigènes: Kichwa ou Naporuna, Waorani, Tagaeri et Taromenane. Les indigènes de nationalité Waorani, qui ont vécu depuis longtemps dans l'Amazonie équatorienne et péruvienne et occupent la plus grande partie du Parc National Yasuní, ont commencé à être perçus non plus comme des "humains" mais comme des sauvages à partir de leur contact avec la culture occidentale, bien que dans leur langue, le wao tededo, waorani signifie "les vrais humains". Il existe des rapports des premiers missionnaires et expéditionnaires qui se référaient aux Waorani comme les "aucas", qui en kichwa veut dire "sauvages", car ils n'acceptaient aucun contact et ils attaquaient les étrangers qui envahissaient leurs territoires. Leur renommée de guerriers redoutables est très connue de part le récit des histoires de leurs affrontements avec d'autres peuples et entre les clans Waorani. Ils étaient principalement un peuple de chasseurs et collecteurs qui se procuraient à eux-mêmes et formaient des alliances fondées sur des liens de parenté.

Les Waorani se sont caractérisés par leur isolement et contact forcé. Leur subsistance se basait sur la chasse, la collecte et l'agriculture itinérante, ils ont survécu la tentative d'invasion d'autres cultures indigènes et de la civilisation occidentale en s'introduisant dans des plaines inter-fluviales, comme celles comprises entre les rivières Napo et Curaray. Le contact s'est initié en 1956 avec L'Institut Linguistique d'été (ILD-ILV sigles en espagnol) et à partir de là, commence tout un travail pour réduire leur territoire à 16.000 hectares du "Protectorat Waorani", où plusieurs d'entre eux subsistent jusqu'à présent, assaillis par la pauvreté et la marginalisation. Les impacts de l'activité pétrolière et l'extraction du bois dans cette culture ont été profonds. Certains peuples ont opté pour une situation d'isolement, comme c'est le cas des Tagaeri et des Taromenane, qui survivent dans la zone moyenne et basse de la Réserve de la Biosphère du Yasuní et dans la zone Intangible, située au sud du territoire Waorani et du Parc Yasuní.

Les Tagaeri et les Taromenane vivent selon leur culture, dans leurs territoires traditionnels, mais dans une situation d'extrême fragilité ceci dû à leur vulnérabilité, leur manque de protection et l'asymétrie créée face à l'avancée de la culture occidentale, celle-ci s'étant traduite par la colonisation de leurs territoires, l'évangélisation, le commerce illégal du bois, l'extraction des ressources naturelles non renouvelables et d'autres activités légales comme le tourisme et la recherche scientifique.

Tagaeri est un nom utilisé pour désigner le clan de Tagae, un guerrier Waorani qui a opté pour l'isolement. Un ou plusieurs groupes proche culturellement, avec une langue très similaire et avec des liens de parenté probablement beaucoup plus lointains, ont été appelés les Taromenane. Ces groupes ont été victimes à plusieurs reprises de massacres et actuellement les menaces à leur intégrité physique proviennent de l'intervention de l'activité pétrolière, le trafic du bois et d'animaux et les incursions à leurs territoires faites par des militaires, des colons, des touristes, des indigènes Kichwas et même par certains Waorani qui se sont disputés avec eux. Si on regarde le territoire qu'il occupe, les maisons observées et les indices de leur présence, selon les témoignages des propres Waorani, des marchands de bois et

des pétroliers, on estime qu'ils représentent une population d'environ 80 à 300 personnes.

Plusieurs Waorani décrivent les Taromenane comme des créatures quasi mythologiques, des géants qui leur ressemblent mais qui sont à la fois différents. Ils se maintiennent cachés, ils arrivent même à cuisiner la nuit pour ne pas être repérés à cause de la fumée. Ils ne représentent une menace pour personne, sauf pour les intrus qui attendent à leur isolement.

L'État équatorien garanti les droits des peuples indigènes, spécialement le droit à pouvoir maintenir, développer et affermir leur identité et leurs traditions; à ne pas être déplacés de leurs terres, leurs écosystèmes, leurs savoirs et l'utilisation de la médecine traditionnelle; à la protection de leurs lieux de culte et leurs lieux sacrés, les plantes, les animaux, minéraux et écosystèmes d'intérêt vital.¹ L'article 56 de la Constitution fait mention, pour la première fois des peuples en isolement volontaire qui habitent dans le Yasuní: "Les territoires des peuples en isolement volontaire sont considérés comme des patrimoines ancestraux, irréductibles et intangibles et toute activité extractive y sera interdite. L'État adoptera des mesures visant à garantir leurs vies, à faire respecter leur autodétermination et leur volonté de rester en isolement, et prévenir l'observance de leurs droits. La violation de ces droits constituera un délit d'ethnocide qui sera typifié par la loi."

La Zone Intangible Tagaeri-Taromenane (ZITT) possède un territoire de 758.000 hectares qui fut créé pour donner aux peuples en isolement volontaire un espace minimale de subsistance, en arrivant ainsi à freiner ou limiter les activités extractives. Depuis 2008, le gouvernement équatorien entreprend des actions pour protéger les peuples isolés d'activités qui les menacent.

L'élaboration de cet encadré a compté avec la précieuse collaboration de Laura Rival, Université d'Oxford.

¹ Le Gouvernement Équatorien, 2007: *Politique Nationale des Peuples en Isolement Volontaire*.

LES RÉSERVES PÉTROLIÈRES DU CHAMP YASUNÍ-ITT ET LES ÉMISSIONS ÉVITÉES DE CO₂

Le potentiel pétrolier du Bloc ITT atteint, selon de récentes estimations¹, 846 millions de barils récupérables de brut lourd de 14.7°API. L'exploitation de pétrole de ce champ supposerait la production d'approximativement 107.000 barils par jour durant une période de 13 ans, puis, les puits commenceraient une étape de déclin qui durerait 12 ans de plus. Même si les réserves prouvées du champ pétrolier ITT atteignent 944 millions de barils, il existe encore des réserves additionnelles possibles équivalentes à 1.530 millions dont la valeur demeure incertaine, par le fait que l'on n'a pas encore réalisé des prospections sismiques en 3D.

L'initiative Yasuní-ITT, implique un engagement international inaliénable de l'Équateur pour maintenir indéfiniment sous terre les réserves de pétrole du champ ITT. De cette manière on évitera l'émission dans l'atmosphère de 407 millions de tonnes métriques de CO₂ qui se produiraient par la combustion du pétrole exploité. La valeur réelle des émissions évitées est plus élevée si on inclut les effets de la déforestation associée directe et indirectement à l'extraction du pétrole, les émissions dues à l'exploitation et à la construction des infrastructures, le méthane provenant de l'élevage du bétail dans des zones colonisées, et d'autres sources encore.

La valeur des émissions de CO₂ évitées dans l'ITT est considérable : elle va au-delà des émissions annuelles du Brésil (332 millions de TM) et de la France (373 millions de TM) et elle correspond à ce que l'Équateur émettrait en 13 ans (29 millions).² En prenant comme référence la valeur récente des Certificats de Réduction des Émissions (CDR) sur le marché européen, estimée à 17.66 dollars par tonne métrique (25 mai 2009), la valeur économique des émissions évitées par l'initiative attendrait les

7.188 millions de dollars.³

¹Beicip Franlab (2004) Actualisation de l'Étude ITT. Évaluation Économique Upstream. Rapport Final.

Projet 202150; Petroproducción (2009) Projet ITT. (Présentation Powerpoint, avril).

²UNDP (2008). Human Development Report.<http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/>

³ Si on distribue les émissions évitées dans une période de 13 ans, sa valeur nette actuelle atteint les 5.092 millions de dollars, avec un 6% de taux d'escompte social annuel.

LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

La biodiversité n'a pas seulement une valeur intrinsèque, sinon qu'elle constitue l'origine même de notre existence comme espèce. Les bénéfices des écosystèmes dans le règlement du climat, l'approvisionnement d'eau, les denrées alimentaires, le bois, les ressources pharmaceutiques et d'autres biens renouvelables, favorisent directement 1.600 millions de personnes du monde entier, principalement dans les pays en voie de développement.¹

Les forêts tropicales constituent la plus grande réserve de biodiversité de la Planète, abritant 28% de toutes les espèces terrestres vertébrées et possède un pourcentage encore majeur d'invertébrés et d'autres espèces vivantes.²

L'Amazonie est la plus vaste forêt tropicale au monde. L'Équateur, qui partage la forêt tropicale avec d'autres pays de la région, possède en plus 16 écosystèmes distincts avec une grande variété de climats, il occupe la première place de la planète en ce qui concerne le nombre de vertébrés par unité de superficie- la deuxième place si on compte seulement les espèces endémiques- et il se trouve dans les premières places pour son nombre record d'espèces d'amphibiens, d'oiseaux et de papillons.³

Les actions humaines entreprises ces 50 dernières années ont affecté sévèrement la biodiversité, en particulier les forêts tropicales. Les taux actuels d'espèces en voie d'extinction sont 1.000 fois supérieurs à ceux qui proviennent de causes naturelles⁴, devenant ainsi la plus grande menace pour la biodiversité planétaire depuis l'extinction des dinosaures, il y a 65 millions d'années. La détérioration globale de la biodiversité a été estimée à 30% entre 1970 et 2005, à partir du dénombrement des populations possédant un nombre d'espèces représentatives élevé. Ce problème est beaucoup plus grave dans les écosystèmes tropicaux dont le déclin atteint 51%(voir le Graphique 1).

Le réchauffement planétaire aggrave cette situation. Selon Stern⁵, une augmentation des températures globales comprises entre 1 et 2°C-ce qui est considéré comme modéré-pourrait mener à l'extinction de 15 à 40% des espèces existantes. Dans le cas particulier de l'Amazonie, de part l'absence de mesures effectives, le réchauffement global et la déforestation pourraient transformer 30 à 60% de la forêt tropicale de l'Amazonie en savane, en créant un grand impact sur le climat et la biodiversité du reste du monde.⁶

L'initiative Yasuní-ITT favorise non seulement la conservation du Parc National Yasuní, mais aussi celle des 40 zones protégées de l'Équateur et des 5 millions d'hectares qui sont dans les mains des communautés indigènes qui ensemble, représentent 38% du territoire équatorien.

¹World Bank (2003). *Biodiversity and Forests at a Glance*. <http://siteresources.worldbank.org/>

² World Resources Institute (WRI) (2005). Millennium Ecosystem Assessment. *Ecosystems and Human Well-being: Biodiversity Synthesis*. Washington, D.C.

³Josse, Carmen (ed.) (2001). *La Biodiversité de l'Équateur: Rapport 2000*. Quito, MAE, EcoCiencia, UICN.

⁴WRI. Ob. cit.

⁵ Stern, Nicholas (2007). *Le Rapport Stern. La vérité sur le changement climatique*. Barcelone, Paidós.

⁶WWF (2008) *Climate Change in the Amazon*. Décembre (www.panda.org); WWF (2006) "Climate Change Impacts in the Amazon" en *Review of Scientific Literature*. Mars (www.panda.org).

GRAPHIQUE 1

Indices de Vie de la Planète : 1970-2005

Fig.5 : Indice de vie de la planète global
1970-2005

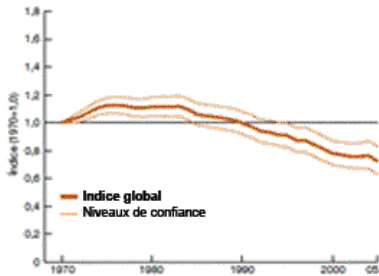


Fig.6 Indice de vie de la planète tempéré
1970-2005

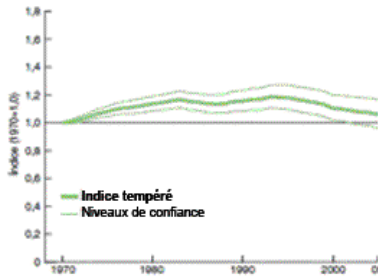
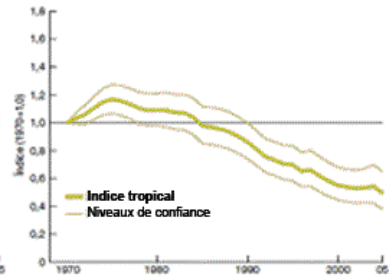


Fig.7 Indice de vie de la planète tropical
1970-2005



Note: les indices se basent sur la comptabilisation de 5.000 populations, 1.686 espèces de mammifères, d'oiseaux, de reptiles, d'amphibiens et de poissons dans le monde entier, depuis 1970.

Source: WWF. Living Planet Report, Gland: WWF International, 2008.

VERS UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET ÉQUITABLE: SURMONTANT LA PAUVRETÉ

La production mondiale actuelle permet la satisfaction des besoins primaires de toute l'humanité. Effectivement, le revenu global par habitant qui atteint les 6.954 dollars¹, dépasse plus de 8 fois la ligne de pauvreté et permettrait largement la médiation d'une redistribution sociale adéquate des richesses ainsi que l'éradication mondiale de la pauvreté. Cependant, selon des données récentes de la Banque Mondiale, 2,600 millions de personnes, soit 40% de la population de la Planète, sont affectées par la pauvreté et parmi elles, 1.000 millions vivent dans des conditions de pauvreté extrême.²

Bien que la pauvreté ait diminué depuis 1981, son déclin le plus important s'est produit en Chine. Les progrès en Amérique Latine ont été modérés et l'Afrique souffre d'une stagnation grave. D'après le PNUD, les perspectives d'accomplissements des objectifs de développement du millénaire pour 2015, dont celui de la réduction de la pauvreté extrême à la moitié de sa valeur en 1990, sont limitées, excepté pour l'Inde et la Chine.

À exception des deux pays dont on a fait mention ci-dessus, l'inégalité sociale entre les différents pays du monde n'a fait que s'accroître, ceci étant prouvé par l'augmentation du coefficient de Gini³ de 0.47 en 1980 à 0.52 en 2000. En plus, la proportion du revenu par habitant d'Afrique et d'Amérique Latine, en ce qui concerne les pays industrialisés, a chuté avec persistance entre 1980 et 2001. En Afrique subsaharienne ce chiffre diminue de 3,3% à 1,9% et en Amérique Latine, il décline de 18 à 12,8%.⁴

Ce processus d'accroissement des inégalités sociales dans le monde s'est accentué avec la globalisation.

En plus de l'inégalité existante entre les pays, il y a aussi de grandes différences sociales entre les personnes qui vivent à l'intérieur de ces pays. L'Amérique Latine a été considérée comme la région avec le taux le plus élevé d'inégalité sociale dans le monde et on s'est rendu compte que ces inégalités se sont accentuées au cours de ces dernières décennies. Le coefficient de Gini du revenu par habitant a augmenté en Amérique Latine de 0.48% dans les années 70 à 0.52 dans les années 90.⁵

Une rigoureuse étude menée par l'Université des Nations Unies⁶ conclue que:

1. 1% de la population mondiale la plus riche concentre presque un tiers de la richesse mondiale (31,6%) et 10% les deux tiers (71%).
2. Dans l'autre extrême, la moitié la plus pauvre de personnes dans le monde possède à peine que 3,7% de la richesse et 10% arrive à peine à accéder à un millième des biens mondiaux.

À partir de cette perspective et en ce qui concerne l'Équateur, l'initiative Yasuní-ITT s'est fixée comme objectif prioritaire, le développement humain durable dans toutes

les zones dans lesquelles se développent les projets de l'initiative, moyennant des investissements dans l'éducation, la santé, le logement et dans la création d'emploi productif dans des projets durables. Tout cela en harmonie avec la nature, c'est-à-dire en surmontant le caractère principalement extractif du modèle actuel de développement qui dépend de l'exploitation du pétrole et des forêts. De cette manière on fera en sorte qu'on puisse assurer l'accomplissement des Objectifs de Développement du Millénaire.

¹ UNDP (2007). *Human Development Report*. New York.

² Banque Mondiale (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet>).

³ Le coefficient de Gini mesure l'inégalité sociale et varie entre 0 et 1. Une situation d'équité totale équivaut à 0 et celle d'inégalité maximale à 1.

⁴ United Nations (2005). *The Inequality Predicament*. New York.

⁵ De Ferranti, David et autres (2003). *Inequality in Latin America and the Caribbean: Breaking with History?* World Bank, Washington D.C.

⁶ Davies, James B.; Sandstrom, Susanna; Shorrocks, Anthony y Wolff, Edward N. (2006). *The World Distribution of Household Wealth*. ONU-WIDER, Helsinki.

LE FOND DU CAPITAL ET SA GARANTIE

Le capital de la contribution internationale dont on a besoin, doit atteindre comme minimum la moitié des bénéfices que recevrait l'Équateur dans le cas où il exploiterait le pétrole du champ Yasuní-ITT. Les investissements qui devront se réaliser constituent la garantie du Fond et il convient que dans le futur son capital ait une valeur proche à celle du stockage de dioxyde de carbone, pour réduire l'appât que pourrait avoir les prochains gouvernements de rendre les fonds pour pouvoir exploiter le pétrole.

Dans le cas improbable où à l'avenir, le gouvernement décide d'exploiter le pétrole du champ Yasuní-ITT, la garantie des CGYs s'activerait et le Fond rendrait les contributions sous forme d'investissements, en détenant l'investissement du capital dans des projets énergétiques et la remise des intérêts à l'Équateur. Ceci aurait lieu 5 ans avant le début de l'activité de production pétrolière dans le champ, ceci dû au temps nécessaire pour la prospection et l'investissement de pétrole.

Auparavant, les prix du pétrole ont amplement fluctué et ils sont devenus très difficiles à prévoir. Pour éviter l'incertitude, on a décidé d'estimer la valeur du capital qui couvrirait le coût d'opportunité en partant des prix actuels des crédits de carbone et en réalisant la mise à jour de cette estimation chaque année.

Dans les conditions actuelles, avec un prix du brut marqueur WTI de 61.21 dollars (25 mai 2009), les bénéfices de l'État en exploitant le brut de l'ITT, atteindraient une valeur actuelle d'US \$ 6.979 millions en employant un taux social d'escompte de 6% annuel.

La valeur sur le marché des émissions de CO₂ évitées, atteint une magnitude comparable de 7.188 millions de dollars, si on prend en compte les prix actuels des

CDR sur le marché européen (ETS)⁸. Sa valeur nette actuelle atteint les 5.092 millions de dollars, avec un taux social d'escompte de 6% annuel.

Les bénéfices pour l'État provenant des intérêts de ce fond perçus à perpétuité, des émissions évitées et des réductions additionnelles en matière de conservation, de reforestation, de développement d'énergies dites propres, atteignent une valeur actuelle de US\$ 7.236 millions. US\$ 5.569 millions proviennent des intérêts du fond et US\$ 1.667 de ses bénéfices indirects⁹.

⁸ Le 25 mai 2009, les CDR se sont cotisés à 17.66 dollars par tonne métrique de CO₂ équivalente. Les permis d'émissions EUA ont atteint US\$ 19.91 par tonne. La valeur de 7.188 millions de dollars se calcule en considérant le volume des 407 millions de tonnes de CO₂ d'émissions évitées en n'exploitant pas le pétrole du champ ITT.

⁹ On estime que le fond total s'obtiendra dans un délai de 13 ans, avec des contributions annuelles équivalentes à 31,3 millions de tonnes métrique de CO₂. On suppose que le taux d'intérêt du fond de 7% annuel, et un taux d'escompte calculé à 6% annuel, similaire à celui qui a été utilisé pour calculer la valeur actuelle d'exploitation du pétrole.

LE PÉTROLE DANS L'ÉCONOMIE ÉQUATORIENNE

Depuis 1972 le pétrole s'est converti en un axe central pour l'économie de l'Équateur et continue à maintenir une importance fondamentale. En effet, les hydrocarbures représentent 53% des exportations totales du pays et les revenus pétroliers ont rapporté en moyenne 26% des recettes de l'État entre 2000 et 2007. Cependant la dépendance vis-à-vis du pétrole a conduit vers de graves problèmes économiques, sociaux et environnementaux. L'augmentation des revenus par habitant a tout juste atteint 0,7% par an entre 1982 et 2007, la pauvreté affecte 38% de la population nationale et 13% se trouve dans une situation d'extrême pauvreté. 53% de la force de travail est sous-employée et le chômage atteint 8%. L'exploitation pétrolière a conduit à une importante détérioration de l'environnement dans l'Amazonie. La déforestation affecte 198 000 hectares par an, avec un taux annuel de 1,4%, un des plus élevés d'Amérique Latine.

En général, de nombreuses études confirment les limites des pays qui possèdent une économie basée sur l'exploitation pétrolière pour atteindre un développement approprié¹.

La vulnérabilité de l'économie équatorienne est encore importante, étant donné que les réserves prouvées de pétrole ne permettront pas une exploitation supérieure à 30 ans. Le pays doit entreprendre une transition vers une nouvelle stratégie de développement qui se base sur sa grande biodiversité et sur son ample héritage culturel en la maintenant de façon durable. L'Initiative Yasuní-ITT représente la charnière qui mènera vers cette nécessité historique.

¹Berry, Albert (2008) "Growth, Employment and Distribution Impacts of Minerals Dependency: Four Case Studies" en *South African Journal of Economics*, vol. 76: S2 August. Humphreys, Macartan; Sachs, Jeffrey and Stiglitz, Joseph E. (2007) *Escaping the Resource Curse*. New York, Columbia University Press. Sachs, Jeffrey (1995) "Natural Resource Abundance and Economic Growth", National Bureau of Economic Research, Working Paper 5398. Thorp, Rosemary (2009) "Dilemmas and Conflicts in the Mining Sector: What History Teaches", keynote address en Rethinking Extractive Industry Conference. York University, Toronto, Mars 5-7.

SOURCES DU CAPITAL.

Les apports au fond de contributions internationales pour le maintien sous terre des réserves du champ pétrolier ITT viendront de deux sources principales: contributions volontaires et transactions de références liées au marché du carbone.

Les contributions volontaires peuvent provenir des :

- a) Gouvernements des pays amis et organismes internationaux multilatéraux.
 - Apports venants d'appels d'offres, d'autorisation d'émission ou d'impôts carbone.
 - Autres donations.
 - Echanges de dettes pour conservation.
 - Projets spécifiques concernant les sources d'énergie renouvelables, la déforestation évitée, la conservation et le développement social.
- b) Contributions d'organisations de la société civile.
- c) Contributions d'entreprises à responsabilité sociale et environnementale.
- d) Contributions des citoyens de toute la planète, y compris l'Equateur.

Dans le cas de l'Amérique du Nord, les apports proviendront de la vente des crédits de carbone par émissions évitées pour maintenir les combustibles fossiles inexploités, en tant que mécanisme alternatif ou préalable aux appels d'offres de permis d'émission. Ce mécanisme n'existe pas encore actuellement mais sa création est proposée et consiste en un projet pilote.

Toutes ces contributions seront reçues en échange de la garantie provenant de l'Etat équatorien de maintenir de manière indéfinie les réserves pétrolières du champ ITT sous terre. L'Etat émettra des Certificats de Garantie Yasuní (CGY) pour la valeur nominale des compensations jusqu'à atteindre le montant de 407 millions de tonnes de dioxyde de carbone non émises. Le véritable appui de la garantie sera le montant des inversions réalisées avec le fond de capital.

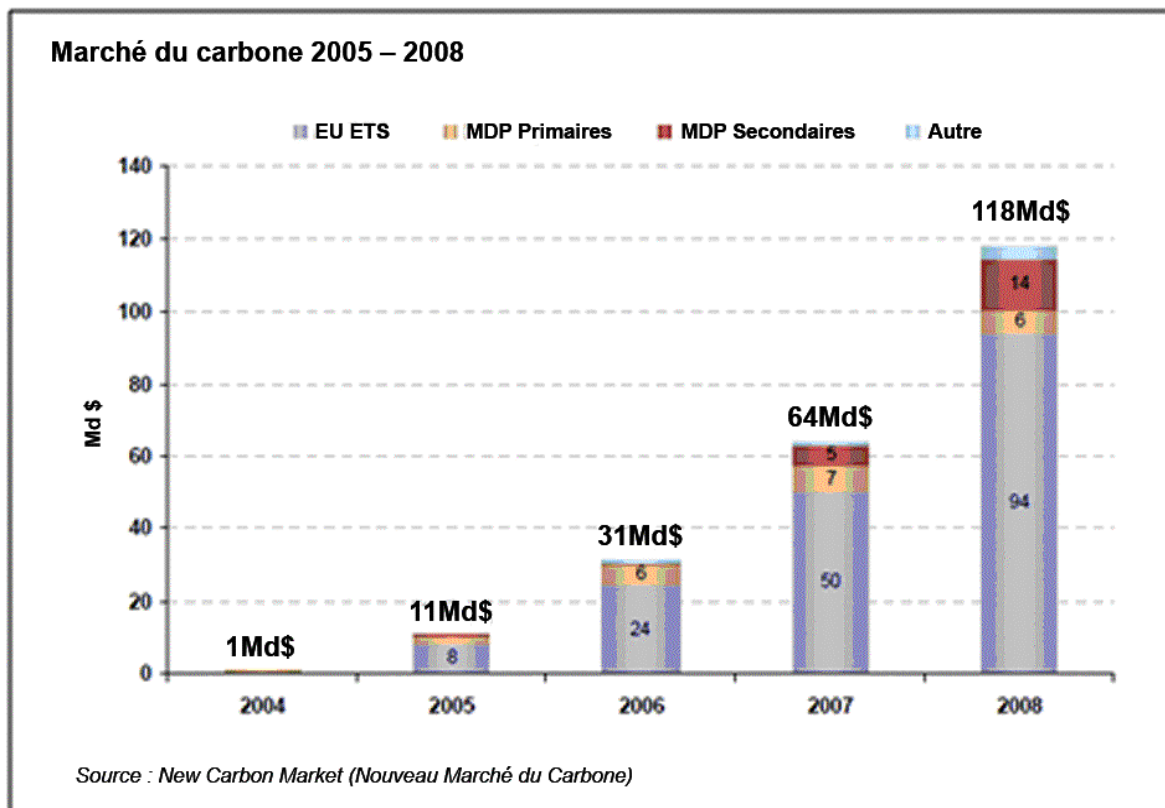
Participation des CGY aux mécanismes actuels de mitigation du changement climatique.

L'Union Européenne maintient une première place dans la réduction des émissions de gaz à effets de serre. Ses objectifs vont au-delà des compromis globaux du PK (réduire jusqu'en 2012 les émissions de 5,2% par rapport à celles de 1990) et proposent des réductions de 20% pour 2020 et de 50% jusqu'à 2050. Ces objectifs peuvent se renforcer, à l'intérieur du Cadre de l'Accord pour le Changement Climatique, avec la participation des pays en voie de développement, dans un schéma de responsabilités partagées et différenciées.¹⁰

¹⁰ European Commission (2007). *EU Action against Climate Change: Working with Developing Countries to Tackle Climate Change*. Bruxelles.

Le marché de permis européen des crédits carbone a augmenté considérablement et représente 70% du total mondial. La valeur de la tonne de CO₂ a varié entre 12 et 30 euros à partir de 2006 et le volume commercialisé a atteint 4 gigatonnes¹¹ en 2008, ce qui équivaut à 118 mille millions de dollars, valeur presque quatre fois supérieure à celle de 2006 (voir le graphique 2). Le prix moyen par tonne de CO₂ sur le marché de permis était de 32,5 US\$ en 2008. Toutefois, sur le marché volontaire les prix comme les volumes qui sont arrivés à un compromis sont substantiellement moindres¹².

Graphique 2



L'Equateur propose un mécanisme innovateur pour la réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES): éviter l'exploitation des réserves de combustibles fossiles dans les zones à grande fragilité environnementale dans des pays excessivement divers quant à leur développement. Cette nouvelle voie n'est pas envisagée à l'intérieur des contrôles actuels des marchés de carbone, en vigueur pour les MDP.

L'Equateur propose aux pays qui soutiennent l'initiative Yasuní-ITT:

1. L'apport au fond international Yasuní-ITT, avec des ressources qui peuvent provenir des futurs appels d'offres de permis d'émission (EUA) (Directive européenne du 23 avril 2009), d'impôts sur l'émission de CO₂, comme ceux créés en Suède et en Slovénie fixés sur le transport et l'agriculture, ou d'autres sources.
2. Pour l'Amérique du Nord, la reconnaissance formelle des CGY comme crédits carbone et leur intégration comme projet pilote, sous conditions spéciales, sur le

¹¹ Une gigatonne contient mille millions de tonnes.

¹² <http://www.environmentalleader.com/2008/07/10/carbon-market-worth-59-billion-in-h1-2008/>, <http://www.ecx.eu/>

marché du carbone. Les certificats d'émissions évitées du Yasuní (CGY) ne s'ajouteront pas au total des permis d'émission en vigueur, mais feront partie de ceux-ci. De telle manière que ces certificats n'augmenteront pas le total des émissions permises.

3. D'autres apports liés aux objectifs spécifiques de l'initiative.

On établira ainsi une nouvelle forme de réduction d'émission qui, si elle a du succès, pourra s'appliquer à l'avenir à d'autres pays en voie de développement qui, étant méga-divers, choisiront d'éviter définitivement l'exploitation de combustibles fossiles dans des zones à grande fragilité environnementale et culturelle.

Apports par pays

L'Equateur attend les apports des principaux pays industrialisés, qui se trouvent dans l'Annexe I du protocole de Kyoto. En divisant l'apport total attendu par pays, en fonction de son produit intérieur brut, avec une période de contribution de 13 ans, on obtient le cadre 1, qui n'exclut pas les apports d'autres pays.

Cadre 1

Principales Contributions attendues par pays

Pays	PIB 2005 (milliard de \$)	PIB Par habitant US \$	% PIB total	Contribution totale (millions d'US dollars)	contribution annuelle pour 13 ans
Etats Unis	12417	41890	36.98	2658.2	204.48
Japon	4534	35484	13.50	970.7	74.67
Allemagne	2795	33890	8.32	598.4	46.03
Royaume Uni	2199	36509	6.55	470.7	36.21
France	2127	34936	6.33	455.3	35.02
Italie	1763	30073	5.25	377.3	29.03
Espagne	1125	25914	3.35	240.8	18.52
Canada	1114	34484	3.32	238.5	18.34
Fédération Russe	764	5336	2.27	163.5	12.58
Australie	733	36032	2.18	156.8	12.06
Hollande	624	38248	1.86	133.6	10.28
Belgique	371	35389	1.10	79.4	6.11
Suisse	367	49351	1.09	78.6	6.04
Suède	358	39637	1.07	76.6	5.89
Autriche	306	37175	0.91	65.5	5.04
Pologne	303	7945	0.90	64.9	4.99
Norvège	296	63918	0.88	63.3	4.87
Danemark	259	47769	0.77	55.4	4.26
Grèce	225	20282	0.67	48.2	3.71
Irlande	202	48524	0.60	43.2	3.32
Finlande	193	36820	0.58	41.4	3.18
Portugal	183	17376	0.55	39.2	3.02
République	124	12152	0.37	26.6	2.05

Tchèque					
Hongrie	109	10830	0.33	23.4	1.80
Luxembourg	37	79851	0.11	7.8	0.60
Slovénie	34	17173	0.10	7.4	0.57
Islande	16	53290	0.05	3.4	0.26
Total	33575		100.00	7188.0	552.92

Note: certains petits pays industrialisés de l'Annexe I du Protocole de Kyoto n'ont pas été inclus dans ce cadre.

RÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES D'ÉMISSIONS FINANCÉES PAR LE FOND YASUNÍ-ITT: CERCLES VERTUEUX DE L'INITIATIVE

Le capital du Fond Fiduciaire sera investi principalement en actions à revenus fixes (actions préférentielles à revenu garanti à 7% dans les projets de génération d'énergie durable: hydraulique, géothermique, éolienne, solaire).

Les intérêts, que ces investissements génèrent, financeront les projets de:

1. Conservation et déforestation évitée de 38% du territoire national.
2. Reforestation et boisement d'1 million d'hectares.
3. Augmentation de l'efficacité dans la consommation énergétique nationale.
4. Développement social et production durable des populations qui vivent dans les zones d'influence des projets, situées essentiellement dans l'Amazonie.

Tous ces projets, sauf le dernier, réduisent directement les émissions de GES, et peuvent générer des projets de MDP, actuellement reconnus par le Protocole de Kyoto, ou peuvent s'inscrire comme programmes de déforestation évitée, à l'intérieur de mécanismes REDD, proposés dans les discussions qui ont suivies la conférence de Kyoto.

Selon le cabinet-conseil Silvestrum¹ (2009, p. 41), les projets éviteront ou réduiront l'émission de 820 millions de tonnes de CO₂, sans compter les apports de changement dans l'offre et la demande d'énergie :

Activité	Atténuation potentielle en 20 ans (en millions de tonnes de CO ₂)
Boisement et reforestation	100
Déforestation évitée	600
Programme Socio Bosque	120
Total	820

La déforestation actuelle en Equateur a été estimée à 198.000 ha par an. Le projet propose d'éliminer la déforestation de manière progressive pendant une période de 30 ans. Les émissions évitées atteignent 777 millions de tonnes métriques de CO₂, et une valeur actuelle de 1.280 millions de dollars, à un prix de 5 US\$ par tonne métrique.

L'élimination progressive de la production d'électricité thermique en Equateur et son remplacement par des sources renouvelables (énergie hydroélectrique, géothermique, éolienne et solaire) évitera l'émission de 43 millions de tonnes métriques de CO₂, et a une valeur actuelle de 263 millions de dollars, à un prix de 17.66 dollars par tonne métrique. L'augmentation de l'efficacité énergétique apportera des réductions supplémentaires, de telle manière que l'initiative Yasuní-ITT peut contribuer au total à au moins 1 000 millions de tonnes métriques supplémentaires d'émissions réduites ou évitées pendant les 30 prochaines années.

Certains apports à l'Initiative peuvent contribuer directement aux projets spécifiques dans les lignes mentionnées, en obtenant la forme de crédits d'investissement en

mitigation, comme l'ont proposé des conseillers internationaux. En résumé, l'Initiative propose le maintien sous terre de 407 millions de tonnes de CO₂ et avec le produit de la contribution internationale elle réussit à atténuer plus de 820 millions de tonnes supplémentaires, en triplant son efficacité.

1 Silvestrum, (2009). "Analysis of the IYY-Yasuni Initiative vis-a-vis Carbon Markets". Semi final version.

COMMENT LE CAPITAL DU FOND YASUNÍ-ITT SERA-T-IL INVESTI?

Les investissements du fond Yasuní-ITT doivent comporter un risque minimal raisonnable et générer des intérêts qui seront destinés aux projets de développement prévus par l'Initiative. Les projets susceptibles de recevoir ces investissements doivent rentrer dans les lignes d'action prévues par l'Initiative, entraîner un risque moyen, posséder un bénéfice de conservation et en même temps, contribuer au développement durable du pays.

C'est dans cette voie que s'inscrivent les investissements futurs, dans des projets hydroélectriques, géothermiques, éoliens et solaires, dans ceux où l'Equateur possède actuellement un grand potentiel de développement de ressources renouvelables. Le fond Yasuní-ITT peut acquérir des *actions préférentielles*, s'il réunit les conditions nécessaires pour l'investissement. Ce type d'actions permet d'obtenir un rendement fixe prédéterminé, indépendamment des profits de l'entreprise. Le taux de rendement fixe sur lequel on se met d'accord dépendra des caractéristiques du projet, maintiendra un risque minimal et permettra à l'Etat de toucher, en toute sécurité, les intérêts du fond. En même temps ces investissements contribueront au développement durable du pays et génèreront de nouvelles réductions de dioxyde de carbone.

L'administration du fidéicomis international sera assumée par un organisme international comme les Nations Unies, une de ces agences, comme le PNUD.

VERS UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN ÉQUATEUR

L'économie équatorienne dépend du pétrole et les réserves prouvées permettront une exploitation future pendant encore 25 à 30 ans. Le développement des ressources renouvelables d'énergie se trouve retardé, de sorte que presque la moitié de l'énergie électrique du pays est générée par des hydrocarbures.

En 2007 la production de pétrole a baissé pour la première fois de 5,6%. Face à l'augmentation des importations et de la consommation interne, les exportations nettes ont diminuées de 11,6% en volume. Cette situation montre le début de l'inévitable déclin de la capacité de production de pétrole dans le pays. En réalité, la production publique des champs de Petroecuador qui présentent une maturité d'exploitation (Auca, Sacha, Shushufindi et Lago Agrio) est passée de 280 000 barils par jour en 1994 à près de 170 000 en 2007 (voir le Graphique 3), mais cette baisse a été compensée par l'augmentation de la production de brut lourd en Amazonie.

Les réserves prouvées de pétrole du pays atteignent actuellement 4160 millions de barils. Avec la possibilité que ce chiffre augmente jusqu'à 4600 millions. Beaucoup de prévisions montrent que, même en considérant un scénario optimiste qui sous-entend la découverte de nouveaux gisements, l'Equateur n'exportera plus de pétrole d'ici 28 ans et n'en produira plus d'ici 35 ans. Le Graphique 3 montre les prévisions du Ministère d'énergie en considérant la production pétrolière par zones.

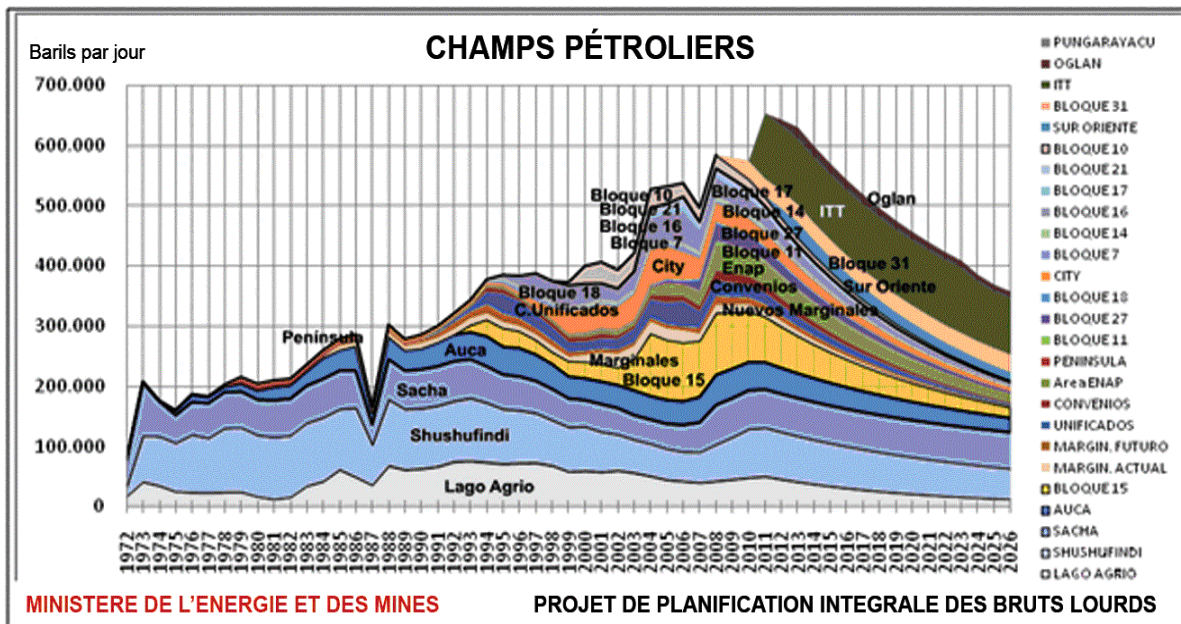
Cette phase de déclin peut être premièrement mitigée ou neutralisée grâce à l'incorporation de nouvelles zones de brut lourd ou à la récupération des champs de bruts légers à maturité d'exploitation. Néanmoins les exportations prendront fin dans un délai de 15 à 28 ans. Durant cette période il faudra effectuer la transition pour passer de l'énergie pétrolière à des systèmes renouvelables.

Pendant les 25 dernières années l'investissement dans les ressources renouvelables a été faible et a produit une dépendance croissante envers le pétrole et ses dérivés. Actuellement l'hydroélectricité approvisionne 43% de la demande, 10% est importé de Colombie et du Pérou, et 47% vient des usines thermoélectriques.

Pendant les dernières années on a relancé l'investissement public pour les projets hydroélectriques et on a fait les premiers pas pour le futur développement de ressources renouvelables, comme l'énergie éolienne, géothermique et solaire.

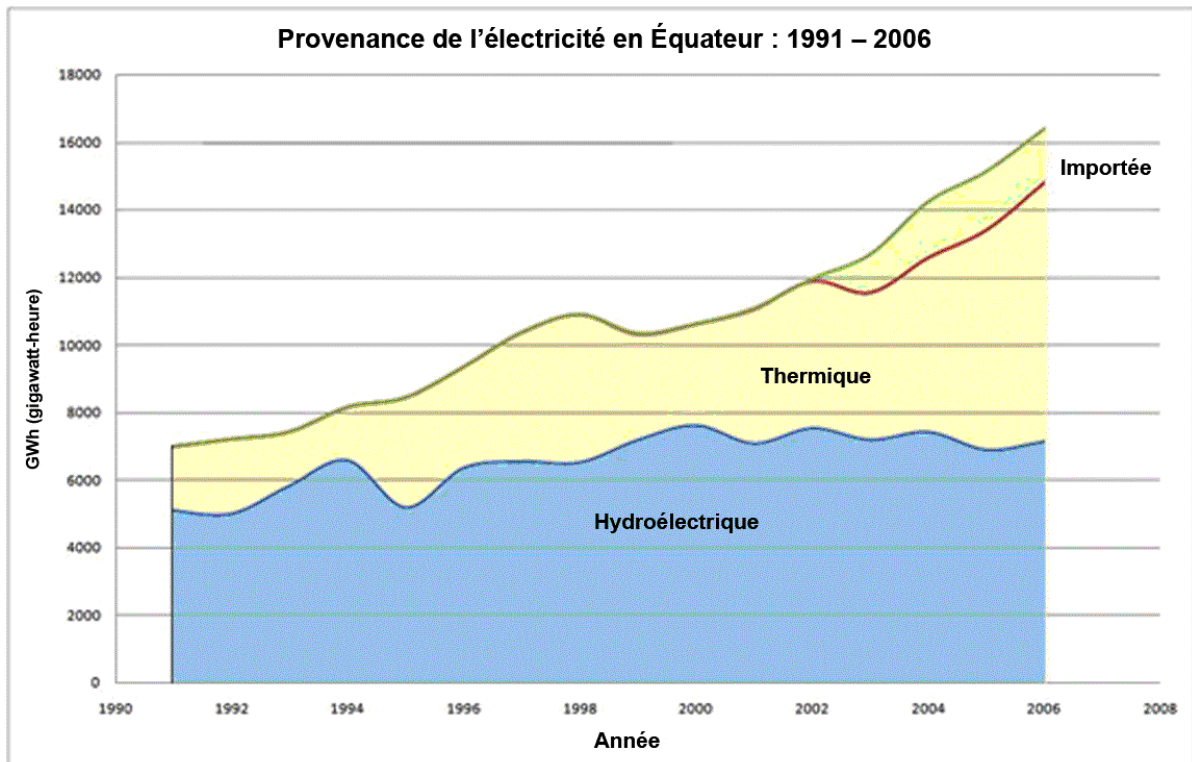
Dans une perspective plus vaste, on peut affirmer que les modèles de développement proposés en Equateur se sont basés de façon disproportionnée sur l'extraction des ressources naturelles non renouvelables dans des conditions de durabilité limitées et entraînant d'importants effets négatifs sur les écosystèmes. D'autre part, ces modèles ont renforcé une structure sociale fortement inégalitaire et ont délaissé les besoins primaires de la plus grande partie de la population. Le but de l'initiative ITT-Yasuní est de promouvoir le début d'une transition vers une stratégie de développement plus équitable socialement et plus durable sur le plan de l'environnement.

**Graphique 3
POTENTIEL DE PRODUCTION DU PÉTROLE ÉQUATORIEN PAR ZONES**



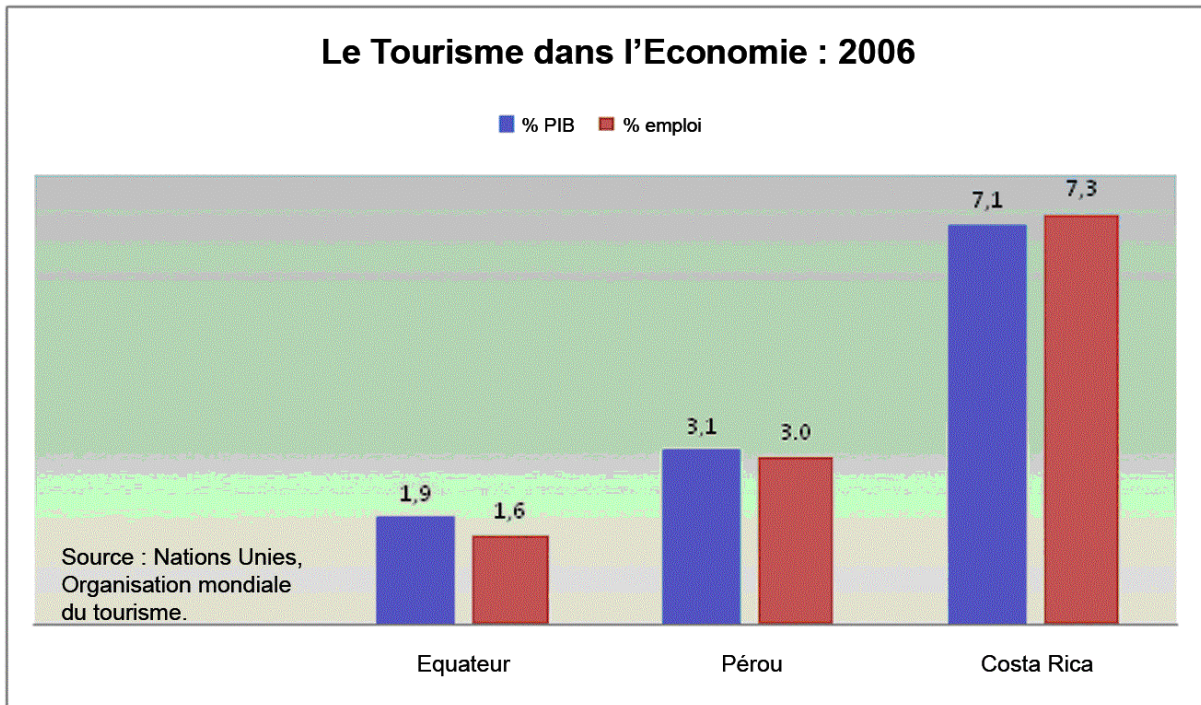
Source: Ministère de l'Énergie et des Mines, 2007.

Graphique 4



Source: CONELEC. www.conelec.gov.ec.

Graphique 5



Source: World Economic Forum. *The Travel & Tourism Competitiveness Report 2007*. Geneva: World Economic Forum, 2007.

L'INITIATIVE YASUNÍ-ITT: UN PROJET À REPRODUIRE

L'Initiative Yasuní-ITT inaugure un mécanisme qui sert à éviter les émissions de gaz à effets de serre (GES) avec la participation des pays en voie de développement, en maintenant de façon permanente la non-exploitation des réserves de combustibles fossiles dans des zones de grande fragilité environnementale et/ou culturelle. Les pays qui peuvent participer à ce nouveau mécanisme doivent remplir les conditions suivantes:

1. Faire partie des pays en voie de développement. Un des principaux avantages de ce mécanisme consiste à chercher simultanément trois objectifs : combattre les changements climatiques, maintenir la biodiversité et réduire la pauvreté et l'iniquité. L'Initiative fait la promotion du développement durable.
2. Faire partie des pays méga-divers situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne, où se regroupent les forêts tropicales. Ces pays renferment la majeure partie de la biodiversité de la planète.
3. Posséder d'importantes réserves de combustibles fossiles dans des zones à grande fragilité biologique ou culturelle.

Parmi les pays qui remplissent simultanément ses conditions se trouvent le Brésil, la Colombie, le République Démocratique du Congo, l'Equateur, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, la Malaisie, la Papouasie Nouvelle Guinée, la Pérou, la Bolivie, les Philippines et le Venezuela. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUMA) a considéré 19 pays du monde comme méga-divers.

PÉTROLE ET DÉVELOPPEMENT: UNE COMBINAISON DIFFICILE

Même si, à première vue, il semblerait logique que les pays exportateurs de pétrole ou de ressources minérales aient comparativement de meilleures possibilités pour se développer que ceux qui ne disposent pas de ces ressources, les études sur ce sujet montrent que l'exportation de pétrole possède un impact négatif en ce qui concerne le développement du pays.

Une étude comparative de la Banque Mondiale¹ démontre que presque aucun pays exportateur de pétrole n'a réussi à canaliser de façon efficace, et ceci pour son propre développement, les ressources provenant des prix élevés du pétrole obtenus entre 1973 et 1985. En général, les résultats ont été décourageants. La théorie de la « maladie hollandaise » affirme que les effets de booms exportateurs associés à un seul produit, comme le pétrole, s'avèrent négatifs parce que les économies ne réussissent pas à diversifier et sont vulnérables quand les conditions externes favorables s'achèvent.

Jeffrey Sachs², partant d'une base empirique sur le comportement annuel de 97 pays en voie de développement entre 1971 et 1989, découvre une relation négative et statistiquement significative entre l'exportation des ressources naturelles (principalement le pétrole, les minéraux et les produits agricoles primaires) et la croissance économique obtenue. En d'autres termes, les pays spécialisés dans l'exportation de pétrole, de minéraux et d'autres biens primaires se développent plus lentement que d'autres économies en voie de développement.

Albert Berry³, sur la base d'une analyse comparative entre l'Indonésie, le Venezuela, le Chili et le Nigéria, découvre que les pays exportateurs de pétrole et minéraux ont de grandes difficultés à obtenir des résultats satisfaisants en ce qui concerne l'emploi et la distribution des revenus. Rosemary Thorp⁴, spécialiste renommée en histoire économique de l'Amérique Latine, affirme qu'en général, les pays miniers et producteurs de pétrole rencontrent de sérieux problèmes dans leur développement institutionnel, et que cette faiblesse, à son tour, affecte leur possibilité de développement à long terme.

En général, toutes ces études montrent que les pays qui dépendent essentiellement des exportations de pétrole ou de minéraux sont vulnérables et fragiles, et obtiennent des résultats comparativement pauvres en termes de croissance économique, d'institutions, d'emploi et d'équité.

¹ Gelb, Alan and associates (1988). *Oil Windfalls: Blessing or Curse?* New York, Oxford, Oxford University Press.

² Sachs, Jeffrey (1995). "Natural Resource Abundance and Economic Growth". National Bureau of Economic Research, Working Paper 5398.

³ Berry, Albert (2008). "Growth, Employment and Distribution Impacts of Minerals Dependency: Four Case Studies" en *South African Journal of Economics*, vol. 76: S2, August.

⁴Thorp, Rosemary (2009). "Dilemmas and Conflicts in the Mining Sector: What History Teaches". Keynote Address, Rethinking Extractive Industry Conference. Toronto, York University, Mars 5-7.

LES BÉNÉFICES ENVIRONNEMENTAUX DU PARC NATIONAL YASUNÍ

La biodiversité se trouve à la base des services inestimables de l'écosystème fournis par les forêts primaires, qui agissent comme un régulateur du climat mondial et des sources d'eau. Son potentiel pour la recherche en matière de santé est amplement reconnu. En tant que tel, son existence constitue un bien inestimable. Face à l'extinction accélérée des espèces existantes sur la Planète, la plus importante des derniers 65 millions d'années, la conservation de la biodiversité du Parc Yasuní est une priorité incontestable.

Les bénéfices environnementaux des écosystèmes de l'Amazonie –et de son énorme biodiversité- sont incommensurables du point de vue économique, comme l'affirme Martínez Alier¹. Dans le cas du Parc National Yasuní quelques tentatives ont été réalisées pour mettre en valeur ces bénéfices. *Earth Economics*² estime que ces bénéfices environnementaux atteindraient une valeur réelle de 9886 millions de dollars. De son côté, Larrea³ pense que les coûts environnementaux de l'exploitation pétrolière sur l'ITT atteindraient au moins une valeur réelle de 1247 millions de dollars. Cette dernière estimation n'inclut que les effets de la déforestation, la perte du potentiel de l'écotourisme et les usages de la forêt outre le bois et exclut diverses conséquences externes de l'exploitation pétrolière, comme les marées noires, la pollution locale, les effets sur la santé de la population, etc.

¹ Rapport du séminaire sur le modèle Yasuní-ITT réalisé entre le 21 et le 23 de novembre 2007 à l'Université Andine Simón Bolívar, à Quito.

Voir <http://www.eartheconomics.org/yasuni2007/index.html>

²<http://www.eartheconomics.org/yasuni2007/index.html>

³Rapport du séminaire cité.

PROJET D'EXTRACTION PÉTROLIÈRE DANS LE CHAMP ITT

Selon l'information actuellement disponible, les réserves prouvées et probables du champ ITT atteindraient 950 millions de barils de pétrole et leur valeur pourrait augmenter si on réalise une exploration sismique en 3D, étant donné que les réserves possibles arrivent à 1530 millions supplémentaires. Avec une production stabilisée, on pourrait récupérer 846 millions de barils des réserves actuellement probables¹.

L'exploitation pétrolière de l'ITT représenterait la production d'environ 103 000 barils par jour, pendant une période estimée de 13 ans, à la fin de laquelle les puits entreraient dans leur phase de déclin, jusqu'à descendre, au bout de 12 ans supplémentaires, à 56 000 barils par jour. La densité élevée du brut (14,7° API) empêche de le transporter facilement par les oléoducs existants et ce facteur, ajouté à la grande teneur en soufre, réduit son prix. Afin d'éviter ses inconvénients il existe un projet d'usine de conversion en bruts synthétiques pour améliorer sa densité, qui devra être installée dans le bloc ITT avant le transport du brut. Cette usine demande un investissement de capital et la construction d'une usine thermoélectrique à haute tension. Le brut produit, de 18° API, peut ensuite être transporté par l'oléoduc qui transporte les bruts lourds et ultérieurement traité dans la future raffinerie de bruts lourds qui est en projet de construction à El Álamo, province de Manabí. Il est prévu d'employer des technologies *off shore* qui évitent la construction de routes et minimisent la déforestation et l'impact sur l'environnement.

Petroecuador est en train d'analyser la création d'une coentreprise avec une compagnie internationale pour l'extraction pétrolière, avec une participation de l'Etat sur les bénéfices d'au moins 65%. L'estimation de l'investissement de capital s'élève à 3500 US\$ millions, avec des frais d'opération de 12,32 US\$ par baril et des frais de transport par oléoducs de 2,60 US\$ par baril. La production thermoélectrique et l'usine de conversion en bruts synthétiques consommeraient au moins 12% de la production.

1 Sources: Petroproducción (2009). Projet ITT. Présentation Powerpoint (avril). Beicip Franlab (2004). Actualisation de l'Etude ITT. Evaluation Economique Upstream. Rapport final. Projet 202 150.

L'INITIATIVE YASUNÍ-ITT

Questions et réponses

LES BÉNÉFICES

1. Comment fonctionne l'Initiative Yasuní-ITT?

- a. L'Etat équatorien s'engage à maintenir indéfiniment inexploitées les réserves pétrolières du champ ITT dans le Parc National Yasuní, en garantissant de cette manière la conservation de sa biodiversité unique et son respect pour les peuples indigènes isolés qui l'habitent.
- b. L'État recevra, en échange, une contribution solidaire internationale équivalente, comme minimum, à 50% des profits qu'il recevrait dans le cas d'une exploitation de ces réserves.

2. Quels sont les bénéfices directs que le Projet Yasuní-ITT apporte?

- a. Ne pas émettre 407 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, en créant de nouvelles modalités d'atténuation des émissions de gaz à effets de serre (GES), et ne pas exploiter de réserves de pétrole ni de gaz dans des zones de grande fragilité sociale et environnementale dans des pays en voie de développement.
- b. Préserver l'énorme richesse biologique du Parc Yasuni –considéré par l'UNESCO comme unique au monde-, des 39 autres zones protégées et des territoires indigènes et afro-équatoriens d'Equateur, qui enferment une des plus grandes biodiversités de la Planète.
- c. Respecter les cultures indigènes des peuples en isolement volontaire du Parc Yasuní.
- d. Développer socialement les zones d'influence du projet, à l'aide de programme d'éducation, de santé et d'emploi durable.
- e. Impulser la transition de l'Equateur d'une économie extractive, basée sur l'exploitation du pétrole, à un modèle de développement durable, qui utilisera amplement des sources d'énergie renouvelables et respectera la biodiversité et l'équité sociale. Les émissions réduites et évitées de CO₂ provoquées par la conservation des écosystèmes, la reforestation et le développement des sources d'énergie propres atteindront 1000 millions de tonnes pendant les 30 prochaines années.

3. Existe-t-il des bénéfices supplémentaires indirects?

Oui. Le réinvestissement des fonds apportés en sources d'énergie renouvelables réduit ou élimine la production d'électricité avec des dérivés du pétrole, qui représentent actuellement 47% de l'énergie électrique du pays. De cette manière les futures émissions de CO₂ seront encore plus réduites. La conservation des zones protégées et la réduction de la déforestation en Equateur est un bénéfice certain qui

s'ajoute à la mitigation du changement climatique et à la préservation de la biodiversité. De plus, les programmes sociaux font la promotion de l'éducation, de la santé et de la création durable d'emploi productif dans les zones d'influence des projets, qui couvrent une grande partie de l'Equateur. Il existe également d'autres bénéfiques : les fonds du capital peuvent être investis en projets hydroélectriques et géothermiques avec une rentabilité garantie.

4. L'Initiative Yamunâ cherche à protéger le Parc National Yasuní qui est extrêmement divers, mais actuellement il y a des exploitations pétrolières dans le Parc, les dégâts occasionnés sur la nature sont indéniables et la survie des deux peuples en isolement volontaire n'est pas garantie.

La proposition n'envisage pas seulement la protection du champ pétrolier ITT, qui compte presque 200 000 hectares dans le Parc National Yasuní (23% de sa superficie totale), mais aussi l'engagement à contrôler le reste du parc, où il y a effectivement une activité pétrolière qui a déjà été entamée dans le passé. Elle envisage également de conserver de façon efficace les 39 autres zones supplémentaires protégées (avec un total de 4,8 millions d'hectares, 19% de la superficie de l'Equateur) qui enferment la plus grande diversité biologique du monde par unité de superficie. Cela comprend aussi la protection des territoires indigènes qui n'ont pas été touchés et qui représentent 19% supplémentaires du territoire national.

De plus, le succès de ce projet permettra au gouvernement équatorien d'analyser la possibilité de supprimer certaines opérations pétrolières dans le Parc National Yasuní et à l'extérieur. Dans ces endroits il s'avère plus opportun de recevoir des contributions pour le carbone non-émis en les intégrant à l'Initiative Yasuní ITT, que d'extraire le pétrole du sous-sol.

Ceci permettra également à l'Etat équatorien de se concentrer sur les travaux de récupération améliorée des puits existants, au lieu de faire de nouvelles explorations, qui ont des effets très négatifs sur l'environnement, dans des zones de grande fragilité environnementale.

5. Quelle sera la participation des citoyens dans l'élaboration de l'Initiative et dans la décision concernant les projets qui seront financés? Comment participeront les peuples en isolement volontaire?

L'Initiative se découpe en différentes étapes. La première, qui est l'actuelle, a comme objectif de promouvoir l'accueil international qui sera réservé à cette proposition innovatrice.

La deuxième étape consiste à assurer l'appui politique de la société équatorienne. Pour cela il est prévu de :

- a. Diffuser l'Initiative dans tout le pays entre les divers groupes sociaux (communautés indigènes et afro-équatoriennes, académie, secteur de production, gouvernements locaux) pour obtenir leur appui et leur participation active.
- b. Concevoir des mécanismes pour que le citoyen équatorien puisse contribuer économiquement à l'Initiative.

- c. En consultant les peuples indigènes de l'Amazonie, assurer la satisfaction des besoins des peuples en isolement volontaire, sans affecter les conditions d'isolement des Tagaeri et Taromenane.
- d. Créer un observatoire de citoyens, composé par des représentants de divers secteurs sociaux, pour contrôler le respect des engagements acquis par cette Initiative.
- e. Nommer un représentant de la citoyenneté qui devra participer à l'assemblée du fidéicomis international.
- f. Faciliter la communication et le lien avec d'autres citoyens du monde intéressés pour soutenir cette initiative depuis leurs propres pays.

LES APPUIS

6. Qui apporte un soutien au Projet Yasuní-ITT?

Le projet a reçu un appui formel venant de diverses personnalités de renommée internationale comme Desmond Tutu, Rigoberta Menchú, Jody Williams y Mohamad Yunus, tous prix Nobel de la paix; Rita Levi Montalcini, pris Nobel de Physiologie et Médecine; d'anciens présidents Mijail Gorbachov (ex URSS), Felipe González (Espagne), Fernando Henrique Cardoso (Brésil), Ricardo Lagos (Chili); du prince Charles de Grande Bretagne; et, Danielle Miterrand, présidente de la Fondation *France Libertés*, entre autres. De plus, le projet compte avec le soutien officiel du parlement allemand, avec l'appui unanime de tous les partis politiques représentés, tout comme l'Union Européenne et les organismes internationaux comme le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUMA), l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), la Communauté Andine des Nations (CAN), la Société Andine de Développement (CAF), l'Organisation des Etats Américains (OEA), et les organisations de la société civile comme l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Les parlementaires de divers pays européens ont également apporté leur soutien à l'Initiative. De la même manière de nombreuses organisations de la société civile équatorienne lui ont offert leur appui : Assemblée National Environnementale, Action Ecologique, Oil Watch, Amazonie pour la Vie, Amazon Watch, Fondation Pachamama, CEDENMA, Ecolex, EcoCiencia, Groupe FARO, la Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur (CONAIE) et d'autres organisations indigènes.

LA STRUCTURE FINANCIÈRE

7. Qu'est-ce que le CGY?

Le Certificat de Garantie Yasuní (CGY) sera un document financier émis par l'Etat pour les contribuables de l'Initiative, en tant que garantie du maintien des réserves pétrolières sous terre pour une durée illimitée. Sa valeur correspond à la non émission de multiples tonnes métriques de CO₂. Il s'agit d'un document non modifiable qui ne rapporte aucun intérêt financier et qui n'a pas d'échéance puisque

la garantie est à perpétuité et ne sera effective qu'au cas où l'Etat équatorien ordonne l'exploration et l'exploitation pétrolière dans les champs ITT.

8. Qui fournit un apport financier au Projet Yasuní-ITT?

Les apports au fond de contribution international pour le maintien sous terre des réserves du champ pétrolier ITT viendront de deux sources principales: contributions volontaires et transactions de références liées au marché du carbone.

Les contributions volontaires peuvent provenir des :

- e) Gouvernements des pays amis et organismes internationaux multilatéraux.
 - Apports venants d'appels d'offres, d'autorisation d'émission ou d'impôts carbone.
 - Donations.
 - Echanges de dettes pour conservation.
 - Projets spécifiques concernant les sources d'énergie renouvelables, la déforestation évitée, la conservation et le développement social.
- f) Contributions des organisations de la société civile.
- g) Contributions des entreprises à responsabilité sociale et environnementale.
- h) Contributions des citoyens de toute la planète, y compris l'Equateur.

Les apports proviendront de la vente des crédits de carbone par émissions évitées pour maintenir les combustibles fossiles inexploités, en tant que mécanisme alternatif ou préalable aux appels d'offres de permis d'émission. Ce mécanisme n'existe pas encore actuellement mais sa création est proposée et consiste en un projet pilote dans le cas équatorien.

Toutes ces contributions seront reçues en échange de la garantie provenant de l'Etat équatorien de maintenir de manière indéfinie les réserves pétrolières du champ ITT sous terre. L'Etat émettra des Certificats de Garantie Yasuní (CGY) pour la valeur nominale des compensations jusqu'à atteindre le montant de 407 millions de tonnes de dioxyde de carbone non émis. Le véritable appui de la garantie sera le montant des investissements réalisés avec le fond de capital.

9. Quels seront les investissements réalisés avec les fonds reçus pour l'Initiative Yasuní-ITT?

Les apports à l'Initiative Yasuní-ITT seront exclusivement destinés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à la conservation de la biodiversité et des cultures indigènes, à la reforestation et à l'amélioration de la qualité de vie dans les zones d'influence des projets de l'Initiative. Ceci sera réalisé à l'aide de l'installation de sources d'énergie renouvelables, la conservation et l'investissement social dans le

cadre d'une stratégie orientée vers la consolidation d'un nouveau modèle de développement équitable et durable en Equateur.

GARANTIES POUR L'UTILISATION DES FONDS ET LA NON-EXPLOITATION

10. Comment garantir la transparence dans l'utilisation des fonds?

Les fonds seront investis en actions préférentielles des projets qui créent des énergies alternatives en Equateur, et ils seront administrés et audités pas un fidéicomis international. Les profits de ces investissements seront exclusivement destinés aux projets définis dans les questions antérieures, à l'intérieur des préceptes du Plan National de Développement, en consolidant la politique environnementale et sociale définie dans la nouvelle constitution de l'Equateur. Tous les donateurs auront un accès détaillé à l'information concernant l'utilisation des ressources.

11. Comment assurer que les projets qui émergent de l'Initiative Yasuní seront réalisés selon les conditions offertes et que l'argent du Fond ne sera pas utilisé pour des programmes qui bénéficient déjà du financement du Budget Général de l'Etat?

Le produit de la vente des CGY sera déposé dans un fidéicomis international, dans le comité directeur duquel les plus importants contribuables de l'Initiative participeront. L'Etat et les représentants de la société civile équatorienne contrôleront que le fidéicomis remplit bien sa fonction d'investir dans les conditions déjà définies. Le projet appuie et approfondit les nouvelles politiques de développement équitable et durable définies dans la nouvelle constitution et dans le Plan National de Développement, et appliquées par le gouvernement national.

12. Comment garantir la bonne gestion des 40 zones protégées, en supposant que le fond du fidéicomis possède les ressources suffisantes?

Il existe un plan pour gérer chaque zone protégée, élaboré par le Ministère de l'Environnement en collaboration avec l'USAID, l'IUCN, Conservation International et The Nature Conservancy¹³. Cela devra s'appliquer de façon rigoureuse pour maintenir la biodiversité et protéger les droits de l'homme des peuples en isolement volontaire.

De plus, il existe aujourd'hui un grand intérêt pour réaliser une bonne gestion des Zones Protégées, non seulement pour leur valeur biologique mais aussi pour leur intérêt touristique croissant.

13. Comment garantir qu'à l'avenir on n'exploitera pas le champ pétrolier ITT?

L'Etat remettra, comme garantie des apports, des CGY pour la valeur nominale de ces-derniers. Dans l'hypothèse improbable qu'à l'avenir un gouvernement d'Equateur prenne la décision d'exploiter le champ pétrolier ITT, les garanties se montreront

¹³ Ministère de l'Environnement (2005). *Analyses des nécessités de financement du Système National des Zones Naturelles Protégées en Equateur.*

alors effectives, l'Etat perdra la propriété du fond et ne recevra plus ses profits, et les investissements seront transférés aux donateurs.

Le montant total des apports devra atteindre la valeur des émissions évitées de dioxyde de carbone, en maintenant les réserves pétrolières du champ ITT inexploitées. On espère que le capital de l'Initiative atteindra au moins 50% des profits que percevrait l'Etat en cas d'exploitation pétrolière. Cependant l'Equateur fera son possible pour recevoir la contribution solidaire de 100% des revenus espérés, en réduisant ou éliminant les stimulations économiques qui pourraient provoquer la non-exécution de ce projet. Du point de vue politique, le Plan de Développement et la Constitution de 2008 assurent la continuité des stratégies durables adoptées.

14. Comment démontrer que la non-exploitation du champ pétrolier ITT en Equateur produira une réduction d'émission de CO₂, si la non-livraison de pétrole par un producteur est remplacée immédiatement par un autre?

Il est correct qu'à court terme la non-livraison de pétrole de la part d'un producteur peut être remplacée par un autre, s'il existe la capacité internationale pour le faire¹⁴. Mais à long terme la réduction des émissions de CO₂ est réelle, parce que le pétrole est une ressource naturelle non renouvelable et donc épuisable. Les estimations concernant les réserves mondiales de pétrole prévoient, qu'au rythme actuel d'extraction, la production mondiale de pétrole ne durera que 40 ans¹⁵. A cette échéance, la non-extraction de réserves de pétrole représente une nette contribution.

De plus, l'Initiative Yasuni prévoit d'investir les ressources financières qui vont être obtenues, dans des nouveaux projets qui absorbent ou réduisent les émissions supplémentaires de CO₂, dans des programmes de déforestation évitée, de reforestation et de développement de sources d'énergie propres. Le potentiel de réduction conjointe de ces projets atteint une valeur estimée à au moins 820 millions de tonnes. A celles-là s'ajoutent les 407 millions qui proviennent de la non-extraction du pétrole.

Les projets sont les suivants:

- a. Protection et administration efficace des 40 Zones Protégées et des territoires indigènes.
- b. Reforestation d'un million d'hectares.
- c. Changement dans l'offre énergétique équatorienne en systèmes d'énergie propre.
- d. Amélioration de l'efficacité énergétique du pays.
- e. Financement productif, éducation et formation des communautés rurales dans les zones d'influence des projets, pour améliorer leur niveau de vie en utilisant l'agriculture, l'écotourisme et des formes de production durables.

¹⁴ Selon la théorie largement acceptée du pic d'Hubbert, la capacité mondiale de production de pétrole s'approche actuellement de son maximum et commencera ensuite à décliner au dessous de la demande dû à la limitation des réserves mondiales. Voir: Deffeyes, Kenneth. *Hubbert's Peak. The Impending World Oil Shortage*. Princeton: Princeton University Press, 2001.

¹⁵ BP (2008). *Statistical Review of World Energy*. London.

15. Quel est le projet de changement dans l'offre énergétique équatorienne?

47% de l'électricité produite en Equateur provient de sources thermoélectriques. Le pays possède un très grand potentiel de sources renouvelables de production d'énergie –hydroélectriques, géothermiques, éoliennes, des mers et solaires- pas encore exploitées. L'Initiative prévoit de financer le développement de ces alternatives énergétiques durables et de remplacer celles produites par la combustion de dérivés de pétrole.

16. Comment changer la demande énergétique?

Deux mesures ont déjà été prises pour réduire la consommation de combustibles fossiles:

- a. La subvention pour l'obtention d'ampoules à économie d'énergie; et,
- b. L'annulation de tous les impôts pour l'importation de véhicules hybrides et électriques.

Cette politique se poursuivra avec le financement des panneaux solaires pour le chauffage de l'eau dans les foyers; le développement du transport publique électrique dans les villes; la captation de GES dans les déchèteries ; et, l'utilisation de capteurs de biogaz dans les foyers ruraux, actions englobées dans une politique nationale d'augmentation de l'efficacité énergétique.

17. Quelle est la relation entre l'Initiative Yasuní-ITT et les politiques environnementales et énergétiques actuelles en Equateur ?

L'Initiative Yasuní-ITT fortifie et renforce les politiques actuelles de l'Equateur, orientées vers le changement d'un modèle de développement d'exploitation, inéquitable et non durable, en un nouveau modèle inclusif et durable.

La Constitution de 2008, le Plan National de Développement 2007-2010, la Stratégie Nationale de Développement 2009-2025 (Secrétariat National de Développement, SENPLADES), et en particulier les politiques du nouveau Ministère d'Electricité et d'Energie Renouvelable, et les nouveaux programmes du Ministère de l'Environnement s'orientent dans cette lignée.

La nouvelle constitution établit le concept de *bien vivre*, comme objectif du développement participatif, interculturel, équitable et durable, et reconnaît pour la première fois dans le monde les droits de la nature, garantissant que les écosystèmes existent et prospèrent. Les plans de développement définissent une stratégie à court et moyen terme jusqu'au développement humain et durable.

Le nouveau ministère de l'Electricité et de l'Energie Renouvelable cherche à réduire la dépendance aux combustibles fossiles et à promouvoir le développement des techniques propres et efficaces. De plus le Ministère de l'Environnement a lancé le projet Socio Bosque, pour réduire la déforestation en incitant à la conservation.

LE PROTOCOLE DE KYOTO (PK) ET LES OPTIONS ALTERNATIVES

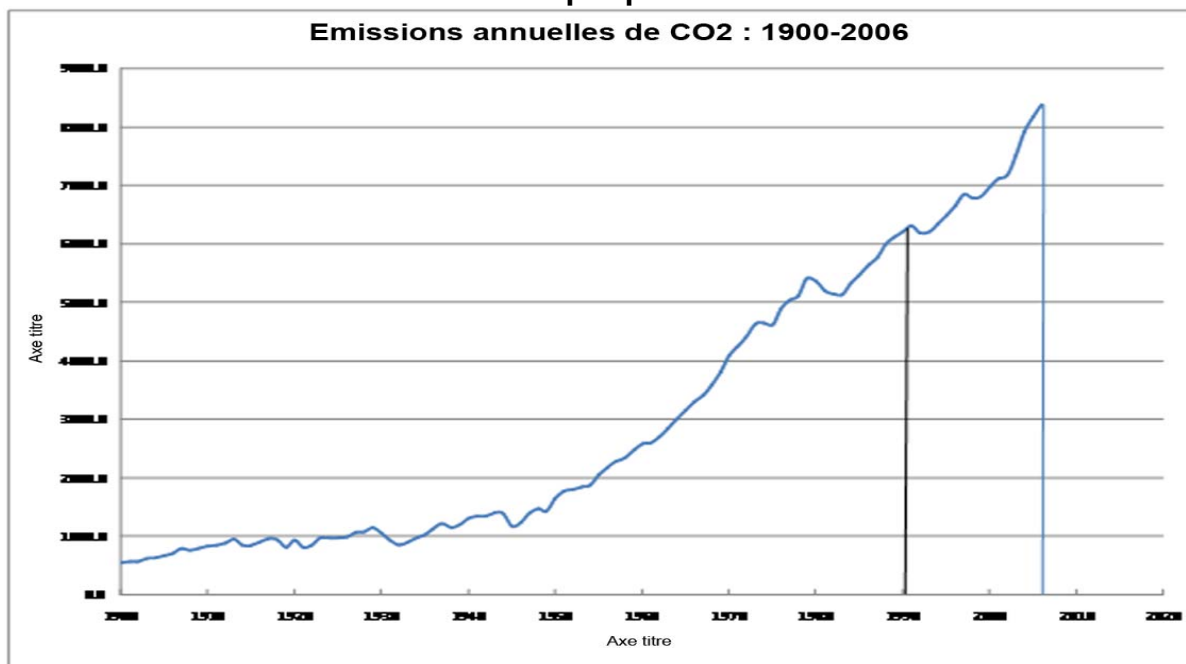
18. L'Initiative Yasuní-ITT peut-elle s'orienter à l'intérieur des mécanismes du Protocole de Kyoto?

Non. L'Initiative Yasuní-ITT présente des alternatives innovatrices et efficaces pour réduire les gaz à effet de serre, comme le maintien sous terre de réserves de combustibles fossiles dans des endroits de grande fragilité, et la déforestation évitée, qui sont actuellement débattues dans le cadre des négociations post-Kyoto. Aucun de ces procédés n'est envisagé parmi les Mécanismes de Développement Propre (MDP) qui permettent la participation des pays en voie de développement au Protocole de Kyoto.

19. Par conséquent, comment s'intègre cette initiative dans les efforts internationaux pour atténuer le changement climatique?

En réalité, le Protocole de Kyoto a atteint des résultats limités et l'objectif de réduire les émissions mondiales de CO₂ au-dessous de leurs niveaux de 1990, s'obtiendra difficilement en 2012, étant donné que celles-ci ont augmenté depuis 1990 à une échelle mondiale et continuent ainsi à un rythme de 2 à 3% par an (voir le Graphique 6). Pour cette raison, de nouveaux accords internationaux post-Kyoto sont en préparation, comprenant des mécanismes et objectifs stricts, comme ceux proposés par l'Union Européenne pour réduire ses émissions de 50% d'ici 2050 ou d'instaurer des impôts sur les émissions de CO₂ provoquées par des activités comme le transport ou l'agriculture. L'accomplissement de ces objectifs exige de nouvelles formes d'atténuation et un effort international intégré avec la participation de tous les acteurs, sous le principe de responsabilités partagées et différenciées. C'est dans ce contexte que se dessine l'initiative équatorienne Yasuní-ITT.

Graphique 6



Source: Earth Policy Institute, Ecoeconomy Indicators.
http://www.earth-policy.org/Indicators/CO2/2008_data2.htm.

20. Même si l'Initiative Yasuní se trouve en dehors des mécanismes du Protocole de Kyoto, peut-elle avoir des influences positives ou négatives dans les négociations post-Kyoto. Quelle menace ou chance entraîne cette initiative?

L'Initiative Yasuní propose une nouvelle alternative face à l'actuel Protocole de Kyoto, qui permet:

- a. La participation active à des accords inaliénables, avant 2012, de pays qui ne sont pas inclus dans l'Annexe I du Protocole de Kyoto; et,
- b. L'introduction des émissions évitées par la non-extraction de combustibles fossiles dans des pays méga-divers en voie de développement. Cette initiative peut s'ajouter à des propositions de déforestation évitée, actuellement en débat.

C'est pourquoi, il n'existe aucune menace et on crée même de nouvelles chances pour toutes les parties.

21. Les mécanismes de développement propre (MDP) ne compensent que la pollution par GES de l'atmosphère pour les émissions déjà réalisées dans d'autres parties du monde et, en fait, ne les réduisent pas. Si l'Initiative Yasuní-ITT entre dans cette vision, elle ne conduira pas non plus à des réductions supplémentaires.

L'Europe peut accepter l'introduction des CGY sous une forme différente à celle des MDP. Si les CGY entrent dans le total d'émission permises sans ajouter de nouveaux certificats, sinon comme un pourcentage fixe (comme de 1%) des certificats européens (EUA), en réalité, il y a une réduction nette d'émissions.

22. La contribution pour la non-émission de 407 millions de tonnes de CO₂ représente une valeur importante. Ces émissions représentent plus que les émissions annuelles de la France. La reconnaissance de celles-ci sous forme similaire aux Certificats de Réduction d'Emission (CRE) pourra inonder les marchés actuels et avoir un effet contraire sur les prix des crédits carbone.

L'Equateur propose de recevoir cette contribution pendant une période de 13 ans. Durant cette période, la reconnaissance des CGY n'augmentera l'offre de crédits carbone que d'un pourcentage très faible : moins d'1%.

23. La zone du champ pétrolier ITT est petite (200 000 ha) et la compensation demandée est comparable aux fonds mondiaux destinés à protéger la biodiversité. La proposition semble disproportionnée.

D'une part, la proposition ne se limite pas à la conservation du champ pétrolier ITT, mais elle comprend 40 zones protégées et d'autres territoires indigènes, qui atteignent 10 millions d'hectares, soit 38% du territoire national. D'autre part, on ne se contente pas seulement de conserver la biodiversité, mais on intègre aussi la mitigation du changement climatique et le développement humain. Finalement, la

valeur est en relation avec le coût que représente la possibilité pour l'Equateur de ne pas exploiter le pétrole dans le champ ITT.

D'AUTRES PROPOSITIONS INTERNATIONALES

24. Si tous les producteurs de pétrole appliquaient le même critère que l'Equateur, le monde se verrait inondé de crédits pour le pétrole non exploité et il n'y aurait pas assez d'acheteurs. Que se passerait-il si l'Arabie Saoudite, la Russie en Sibérie et les Etats-Unis en Alaska décidaient d'appliquer le même concept ?

La conception du projet limite les bénéficiaires du mécanisme à des pays qui possèdent des caractéristiques spéciales comme:

- a. Faire partie des pays en voie de développement. Un des principaux avantages de ce mécanisme consiste à chercher simultanément trois objectifs: combattre les changements climatiques, maintenir la biodiversité et réduire la pauvreté et la non-équité. L'Initiative fait la promotion du développement durable.
- b. Faire partie des pays méga-divers situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne, où se regroupent les forêts tropicales. Ces pays renferment la majeure partie de la biodiversité de la planète.
- c. Posséder d'importantes réserves de combustibles fossiles dans des zones à grande fragilité biologique ou culturelle.

Parmi les pays qui remplissent simultanément ses conditions se trouvent le Brésil, la Colombie, la République Démocratique du Congo, l'Equateur, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, la Malaisie, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Pérou, la Bolivie, les Philippines et le Venezuela.

Par conséquent, les pays mentionnés dans la question resteront exclus et ainsi on évitera la surenchère de projets similaires.

25. Quel différence existe-t-il entre l'Initiative ITT et d'autres propositions de protection de la forêt tropicale présentées par le Brésil, Costa Rica et la Guyane, entre autres?

L'Initiative ITT est unique, parce qu'elle intègre trois objectifs fondamentaux : la réduction d'émissions par la non-extraction de combustibles fossiles, la protection de la biodiversité et le développement social. Les propositions des autres pays mentionnés se concentrent sur la protection des forêts tropicales à l'aide des mécanismes REDD (*Reduced Emissions from Deforestation and Degradation*), en cherchant des compensations économiques pour réduire la déforestation, en conservant la biodiversité et en même temps en évitant les émissions. Certaines propositions englobent le boisement, la reforestation, l'agroforesterie et la gestion durable des forêts tropicales, ainsi que la protection des peuples indigènes. La proposition équatorienne est la seule à intégrer les quatre dimensions mentionnées

(la non-exploitation de combustibles fossiles, le développement d'énergies alternatives, la protection de la biodiversité et des peuples indigènes et le développement équitable).

Les propositions des pays mentionnés se concentrent toujours sur des mécanismes existants ou des projets existants comme les MDP ou REDD, ou le marché volontaire de carbone. L'Initiative ITT cherche de nouvelles formes d'atténuation qui vont au-delà du PK.

26. Quelle est la différence entre la proposition de l'Arabie Saoudite (et d'autres pays de l'OPEP) et l'Initiative ITT?

L'Arabie Saoudite et les autres pays arabes exportateurs de pétrole ont proposé la nécessité d'une compensation internationale pour les effets négatifs que les actions, pour atténuer le changement climatique, pourraient avoir sur la future demande de pétrole.

L'Initiative Yasuní-ITT possède des différences durables par rapport à la position de l'Arabie Saoudite. En premier lieu, l'Equateur part de la reconnaissance de la gravité du problème du réchauffement global et de la nécessité urgente d'adopter des politiques efficaces. En second lieu, l'Equateur cherche à contribuer directement à l'atténuation des émissions en maintenant des réserves du champ pétrolier ITT non-exploitées, sans exiger de compensation pour l'atténuation internationale.

L'Equateur partage la position récente de l'OPEP qui reconnaît la nécessité d'une transition pour atteindre des formes durables d'énergie.

27. L'Indonésie a proposé une compensation afin d'éviter de semer des plantations de palmiers africains qui provoquent la déforestation de la jungle. Quelle est la relation entre cette position et l'Initiative Yasuní-ITT?

La proposition de l'Indonésie n'inclut pas un point essentiel qui est vital dans l'Initiative Yasuní-ITT: maintenir les combustibles fossiles sous terre. Bien qu'il existe des thèmes communs, comme éviter la déforestation, la position de l'Indonésie ne réunit pas la vision intégrale de la proposition de l'Equateur.

Il faut également faire une différence entre les combustibles fossiles –qui libèrent dans l'atmosphère le carbone accumulé dans le passé lointain de la terre-, et les biocombustibles, qui consomment le carbone accumulé dans des plantations actuelles, avec des effets différents sur l'environnement et le changement climatique.

28. Si l'Initiative ITT est acceptée, d'autres pays peuvent chercher une compensation pour ne pas pratiquer la déforestation de leurs jungles tropicales. Ceci est-il juste?

D'une part, de nombreuses initiatives qui sont actuellement en pourparler, comme le mécanisme REDD dans les négociations de Kyoto, partagent l'idée d'une compensation pour la conservation des forêts tropicales. L'Initiative Yasuní-ITT ne représente qu'une partie de ces propositions. D'autre part, la base de la proposition équatorienne est liée à la non-exploitation du pétrole et sa reproduction se limite à

des pays en voie de développement, des pays méga-divers et avec des réserves de combustibles fossiles, ce qui exclut la plupart des cas.

La reproduction possible du projet dépend également de facteurs spécifiques locaux et nationaux, comme le niveau de développement d'un pays, la biodiversité ou richesse culturelle de la zone des gisements, et de l'ampleur des réserves de combustibles fossiles.

L'EQUATEUR ET SES LOIS

29. Dans la construction de la nouvelle raffinerie à El Aromo, Manabí, qui traitera le brut lourd, on ne prévoit pas l'utilisation du brut lourd du champ ITT pour son fonctionnement?

Non. Le projet de la raffinerie possède un plan A qui suppose que l'Initiative Yasuni obtienne un bon accueil mondial et c'est pourquoi le pétrole de ces champs restera sous terre pour toujours. Il existe un plan B, qui suppose que l'Initiative ne soit pas acceptée internationalement, et par conséquent la raffinerie traitera le brut lourd du champ ITT. La raffinerie est prévue pour traiter des bruts lourds d'Equateur et de Venezuela, et l'Equateur dispose d'autres gisements non exploités de bruts lourds, dont l'exploitation commencera bientôt, comme celui de Pungarayacu. Le pétrole du champ ITT n'est pas indispensable pour la nouvelle raffinerie.

30. En quoi la politique énergétique équatorienne –spécialement en ce qui concerne l'exploitation pétrolière, la pollution qui en résulte et l'irrespect pour les communautés locales- est-elle cohérente avec un projet comme l'Initiative Yasuní?

L'exploitation pétrolière a commencé en Amazonie équatorienne en 1967, avec peu de respect pour la nature et les peuples indigènes de la région. L'Initiative Yasuni propose un changement radical de politique (*turning point*) qui donne la priorité à l'utilisation de sources alternatives d'énergie renouvelables, à la conservation de la biodiversité, à la gestion durable des ressources naturelles et au respect des droits de l'homme des peuples en isolement volontaire. Cet effort a besoin du soutien et de la solidarité internationale afin de trouver de nouvelles options pour le développement durable participatif.

31. Si la Constitution équatorienne oblige à la non-extraction des ressources naturelles non renouvelables comme le pétrole des zones protégées, comment se fait-il qu'on continue à exploiter dans ces zones?

La nouvelle Constitution a été adoptée en septembre 2008. C'est pourquoi toute exploitation pétrolière antérieure n'avait pas de limite. A l'avenir, les nouvelles exploitations ne pourront se faire qu'avec la seule autorisation du Congrès. Ceci montre le nouveau chemin qu'a pris l'Equateur, qui mène à la conservation et dans lequel se trouve l'Initiative Yasuní.

32. Pourquoi l'Equateur demande une compensation pour éviter l'extraction pétrolière dans un parc national reconnu par l'UNESCO pour sa valeur, quand son obligation est de le protéger sans compensation?

L'Equateur, comme d'autres pays en voie de développement en Amérique Latine, a disposé dans le passé de ressources économiques très limitées pour stimuler le développement du pays. Face au manque de ressource pour cet effet, l'Equateur a opté pour l'extraction des réserves pétrolières, y compris celles des Parcs Nationaux. La faiblesse des institutions et la haute rentabilité du pétrole ont permis l'extraction d'hydrocarbures à l'intérieur du Parc National Yasuní.

L'Equateur s'engage à changer cette politique et la nouvelle Constitution (Art. 407) interdit les activités d'extractions dans les zones protégées, sauf dans des cas exceptionnels. L'Initiative Yasuní-ITT propose de construire des bases financières et institutionnelles solides pour obtenir une conservation efficace et permanente de ces zones. De plus, le gouvernement ne demande pas de compensation mais une contribution solidaire pour atteindre des objectifs internationaux communs avec l'atténuation du changement climatique, la préservation de la biodiversité et le développement humain durable.

LE FIDEICOMIS YASUNI-ITT AVEC LE PNUD

33. Quels avantages présentent le Fidéicomis avec le PNUD?

Le 3 août 2010 le Gouvernement d'Equateur a souscrit un accord pour l'établissement du Fond Fiduciaire Yasuní-ITT avec le programme des Nations Unies pour le Développement PNUD à travers d'un fidéicomis international. Dans ce document l'Etat Equatorien s'engage à maintenir indéfiniment inexploitées les réserves de pétrole localisées dans le bloc ITT du Parc National Yasuní, à la condition d'obtenir sur 13 ans, une contribution internationale équivalente à au moins 3.6 milliards de dollars, ce qui représente le moitié de la valeur que l'Etat obtiendrait s'il exploitait le pétrole. Le PNUD administrera le fond Yasuní-ITT conformément aux objectifs établis lors de cet accord international.

L'administration internationale du Fond Yasuní par le Multi-Donor Trust Fund (MTDF) du PNUD garantit la transparence, l'efficacité et l'efficience dans la gestion des ressources, dans le respect des objectifs du projet et des normes internationales. Le MTDF gère actuellement 35 fonds internationaux de contributeurs variés, il reçoit des dépôts de 40524 millions de dollars, et des versements réalisés dans 81 pays qui proviennent de 66 contributeurs.

34. Comment fonctionne le Fidéicomis avec le PNUD?

Le Fond Yasuni-ITT sera géré et supervisé par le comité directeur du Fidéicomis International qui se basera principalement sur le consensus pour la prise de décisions. Cet organisme est intégré par 8 membres, desquels 3 représentent le gouvernement d'Equateur, deux représentent les gouvernements contributeurs, un représente la société civile équatorienne, et les deux derniers représentent le PNUD(avec une voix sans vote). La participation majeure du gouvernement équatorien (3 des 6 membres votants) est due eu fait que l'Equateur contribue à

hauteur de 50% au projet en renonçant à la moitié des recettes potentielles générées par l'exploitation de pétrole.

Le Comité Directeur comptera sur le soutien du secrétariat technique, une entité impartiale et indépendante, qui fournira les études nécessaires pour l'assignation adéquate des ressources du fond, conformément au Plan National de Développement et aux objectifs du Fidéicomis.

35. Comment a été calculée la valeur des fonds nécessaires au fidéicomis ?

La valorisation économique de l'Initiative Yasuní-ITT se base sur les 407 millions de tonnes de CO2 non émis dans l'atmosphère grâce au maintien sous terre des réserves du bloc ITT. Ce chiffre a été calculé à partir de l'analyse du contenu de carbone du brut des blocs ITT, 14.7 API. En contrepartie des contributions monétaires, l'Etat émettra des Certificats de Garantie Yasuní (CGY), tant pour leur valeur nominale en dollars US comme pour son équivalent en tonnes de CO2 évitées suite à la non-extraction des réserves de pétrole du bloc ITT.

AUTRES SUJETS

36. Quels sont les avantages de l'initiative Yasuní-ITT par rapport au mécanisme REDD?

La notion d'émissions évitées comme mécanisme de mitigation du changement climatique, qui n'est actuellement pas reconnue par le Protocole de Kyoto, a été amplement discutée pour le cas de la déforestation, par le biais du mécanisme REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation). L'initiative Yasuní-ITT propose l'extension du concept d'émissions évitées à la non-extraction de combustibles fossiles dans les pays en développement méga divers.

Les principaux avantages de l'Initiative Yasuní-ITT par rapport au mécanisme REDD sont les suivants :

1. L'Initiative propose d'éviter l'émission de 407 millions de tonnes de CO2 provenant de la non extraction du pétrole du bloc ITT. Cette valeur est supérieure aux émissions annuelles de pays comme la France et le Brésil, auxquelles s'ajoutent au moins 820 millions de tonnes d'émissions de CO2 évitées grâce aux bénéfices indirects de l'initiative générés par l'investissement du Fond dans les projets d'énergies renouvelables, de déforestation évitée et de reforestation. Par conséquent les émissions nettes évitées atteindraient au moins trois fois la valeur provenant uniquement du pétrole, sur laquelle se base la valorisation de la contribution internationale.
2. Les mécanismes actuels de mitigation, basés sur la réduction et le commerce des permis d'émissions, et les nouveaux mécanismes d'émissions évitées comme REDD, sont insuffisants pour atteindre les objectifs de maintenir le changement climatique au dessous de deux degrés

pour ce siècle et la concentration de co2 au dessous de 450 ppm. Des instruments additionnels sont nécessaires pour éviter l'extraction de combustibles fossiles dans les zones de haute sensibilité environnementale dans les pays en développement.

3. L'Initiative ITT est unique, elle intègre trois objectifs fondamentaux: la réduction des émissions par la non-extraction de combustions fossiles, la protection de la biodiversité et le développement social. Les propositions REDD cherchent des compensations économiques pour réduire la déforestation, en conservant la biodiversité et en évitant les émissions. Certaines propositions incluent l'afforestation, la reforestation, l'agro forêt et la gestion durable des forets tropicales ainsi que la protection des peuples indigènes. Uniquement la proposition équatorienne intègre les quatre dimensions mentionnées (non-exploitation des combustibles fossiles, développement d'énergies alternatives, protection de la biodiversité, des peuples indigènes et du développement équitable).